

Afers Internacionals, núm. 21, pp. 5-54

Le Liban: Eclatements et permanences

par Elie KHEIR*

PRESENTATION

La date « officielle » de l'éclatement de la guerre du Liban est le 14 avril 1975. Mais la dite guerre du Liban n'a pas toujours revêtu ni les mêmes formes, ni les mêmes enjeux. Il est plus adéquat de parler « des guerres du Liban ».

Fait significatif, c'est un incident entre des combattants palestiniens et des miliciens phalangistes libanais qui a servi de détonateur à ces différentes guerres.

En effet, c'est une guerre libano-libanaise, syro-libanaise, palestino-syrienne, palestino-libanaise, palestino-israélienne, libano-israélienne... pour ne parler que des principaux protagonistes.

C'est la raison pour laquelle il fallait préciser l'objet de notre recherche. Nous avons choisi d'analyser ces guerres du Liban à partir de l'invasion israélienne de ce pays en Juin 1982.

Cette invasion nous semble être l'événement stratégique majeur au Proche-Orient dans les années quatre-vingt. Cette perception est dû aux grans moyens mis en oeuvre par Israël lors de cette invasion en vue de réaliser des objectifs stratégiques qui altéreront radicalement le rapport de forces et par conséquent le cours de l'Histoire dans cette région pour de longues années. Les conséquences de cette invasion, aussi, vont déterminer pour longtemps la situation au Proche-Orient. Pensons seulement au soulèvement populaire palestinien dans les territoires palestiniens occupés: à notre avis, ce soulèvement est fondamentalement l'aboutissement de la leçon palestinienne de l'expérience libanaise. Après l'invasion israélienne de 82 et le départ de l'OLP du Liban, les palestiniens ne pouvaient plus espérer un quelconque salut de l'extérieur.

* Profesor del Departamento de Sociología, Université du Québec en Montreal.

Le retrait israélien de la grande partie du Sud-Liban, sous la pression politico-militaire, ne pouvait qu'encourager les palestiniens à résister à l'occupant, le même.

Un autre élément important nous a fait choisir cet événement comme point de départ de notre analyse: en plus d'Israël, d'autres puissances régionales étaient directement impliquées dans la situation créée par l'invasion de l'Etat hébreu: la Syrie, l'OLP et l'Iran (nouvel acteur dont la participation est directement liée à l'invasion). Au niveau international, les Etats-Unis, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne se sont également impliqués. L'URSS, en réaction à la présence de l'OTAN, a déployé des efforts importants pour saborder une installation permanente des pays ci-haut cités sur son flanc sud à travers son soutien actif à la Syrie et à l'OLP particulièrement.

Au niveau libanais, on ne trouve plus un courant actif favorable à une alliance avec Israël. Le projet d'un Etat maronite protégé par Israël n'est plus à l'ordre du jour: ce rêve de David Ben Gourion (despues 1954; voir les mémoires de Moshé Sharett, son ministre des Affaires Etrangères) n'est plus une éventualité.

Ce nouveau cours des choses est loin de se stabiliser. Le processus politico-stratégique actuel n'aboutira pas à une paix durable sans régler équitablement la question palestinienne et libanaise particulièrement. Deux problèmes, entre autre, que l'invasion israélienne n'a fait qu'envenimer.

Première partie

LE LIBAN DANS LA CONJONCTURE RÉGIONALE. CAUSES ET CONSÉQUENCES DE L'INVASION

1. Avant-propos

Le 6 juin 1982, l'armée israélienne envahit le Liban. Loin d'un coup de tête du premier ministre de l'époque, Menahem Begin, et de son ministre de la défense, Ariel Sharon, l'intention n'est rien de moins que de modifier, de façon radicale, le rapport de forces stratégiques dans la région.

La crise qui n'en finit plus

La guerre de 1982 est le point culminant d'une crise ouverte en 1976. A cette date, alors que l'alliance entre les Palestiniens, sous la direction de l'OLP, et le Mouvement National Libanais, dirigé par Kamal Joumblat, est sur le point de renverser le régime libanais, la Syrie envoie son armée pour rescaper le gouvernement et ses soutiens chrétiens du côté du Parti Phalangiste. Cette intervention se fait avec le feu vert des États-Unis et d'Israël qui craignent une victoire de la coalition palestino-islamo-progressiste libanaise. En mars 1978, l'armée israélienne envahit le Liban, se rendant jusqu'au fleuve Litani, sous le prétexte de pourchasser les Palestiniens. Dès lors, la zone frontalière passe sous contrôle israélien,

formellement gérée par un dissident de l'armée libanaise, le commandant Saad Haddad (ce dernier sera remplacé à sa mort par un général à la retraite de l'armée libanaise, Antoine Lahad).

En 1980, alors que la partition du pays se durcit, le Parti Phalangiste qui contrôle la principale milice du côté chrétien, les Forces Libanaises, intègre de force, sous le commandement de Béchir Gemayel, les milices des autres partis chrétiens. Alliées mais non fantoches d'Israël, les Forces Libanaises sous le main de fer de Béchir Gemayel, consolident leur emprise sur Beyrouth-Est et sur une partie de la montagne autour de la capitale. Pendant ce temps, des accrochages entre les armées syrienne et israélienne dans la vallée de la Békaa (crise des missiles que les Syriens ont installés dans cette région libanaise) menacent aussi de tout faire sauter.

De Camp David à la révolution iranienne

Les Israéliens observent avec attention les développements de la crise libanaise. Le 19 mars 1978, juste après la visite du président égyptien Anouar Sadate à Jérusalem, les États-Unis forcent le Israéliens à accepter la résolution 425 du Conseil de Sécurité de l'ONU exigeant le retrait inconditionnel des troupes israéliennes du Liban. Cependant, contrairement à l'esprit de la résolution, les Israéliens créent une zone de sécurité sous le contrôle de leur collaborateur Saad Haddad. La signature des accords du Camp David entre Israël et l'Égypte, en septembre 1978, isole du camp arabe cette dernière.

Un vide énorme apparaît au sein du système politique pan-arabe. Un déséquilibre militaire marqué en faveur d'Israël se produit. Les États-Unis, qui garantissent ces accords, semblent être la seule super-puissance sur le terrain.

Mais dès septembre 1978, des milliers d'Iraniens envahissent les rues de Téhéran. Le régime impérial iranien commence à s'écrouler et avec lui un des pivots de la présence américaine dans la région.

De la guerre irako-iranienne à la déstabilisation régionale

L'Irak entre alors en scène. Il se lie à l'Arabie Séoudite et aux pays du Golfe. Une réaction politique arabe plus active est enclenchée, avec deux conférences au sommet des pays arabes à Bagdad, pour consacrer l'exclusion de l'Égypte de la Ligue Arabe. Bagdad tente d'apparaître comme un leader du tiers monde et du monde arabe et, parallèlement, s'éloigne de Moscou.

Bénéficiant de ses ressources pétrolières, avec une des armées les plus puissantes dans la région, ayant réussi à stabiliser son front nord contre les mouvements kurdes, le régime irakien espère marquer des points.

En juillet 1979, un coup d'État en Irak accorde les pleins pouvoirs à Saddam Hussein. Plusieurs membres éminents du Conseil de la Révolution (institution dominante au sein de l'État) sont exécutés. Les forces du Parti Communiste, principal foyer d'opposition, sont décimées. Pour profiter du renversement du Shah et récupérer les zones concédées lors de l'accord irako-iranien de 1975 (signé à Alger), Saddam Hussein a pour but de soumettre l'Iran afin de propulser l'Irak à la tête du monde arabe, au détriment de l'Égypte et de l'autre grand rival, la Syrie. En septembre 1980, l'armée irakienne envahit l'Iran.

Cette guerre n'est qu'un élément dans la dérive régionale. Fin décembre 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan. Plus au sud, dans la Corne de l'Afrique, la nouvelle présence soviétique inquiète les États-Unis et leurs alliés.

Pendant ce temps, les appels révolutionnaires qui viennent de l'Iran, encouragent, en novembre 1979, un groupe de militants islamiques à occuper les lieux saints de la Mecque pendant plusieurs jours, faisant chambranler la monarchie séoudienne.

L'enjeu palestinien

Au Liban, l'Organisation pour la Libération de la Palestine, l'OLP, tente de survivre dans le borbier politique qu'est devenu ce pays.

Contrairement aux affirmations des dirigeants israéliens, l'OLP est devenue une organisation reconnue d'abord et avant tout par le peuple palestinien, qui la considère comme son seul représentant légitime. Avec l'OLP, de par sa lutte militaire mais surtout politique, les Palestiniens, de réfugiés parqués dans des camps de misère et de répression, renaissent comme peuple. Ce faisant, l'OLP se constitue en une entité indépendante, avec ses institutions et sa dynamique politique spécifique dans la région. C'est ce facteur, et non la force militaire qu'elle n'a pas, qui fait que l'OLP devient un élément central dans le conflit israélo-arabe.

Or jusqu'en 1982, c'est à Beyrouth que la centrale palestinienne gère l'ensemble de ses activités politiques et diplomatiques, et militaires. Les camps palestiniens, à Beyrouth et au Sud-Liban, constituent en fait un véritable État dans l'État que l'OLP mène sans partage.

Le système régional

Il faut situer ce panorama des crises spécifiques au sein de ce qu'il convient d'appeler le système politique régional pan-arabe.

Le monde arabe se définit comme l'ensemble des pays regroupés au sein de la Ligue Arabe, de l'Irak à la Mauritanie et de la Syrie au Soudan. C'est un regroupement fondé sur l'existence d'un bloc géo-politique d'un seul tenant, dont les unités territoriales sont de formation relativement récente. Celles-ci ont pour dénominateur commun des racines historiques, linguistiques et culturelles communes. Leurs divers particularismes, renforcés par la constitution de nouveaux États-nations au tournant du siècle dernier, n'enlèvent rien au fait que ces États font partie d'un même système régional et ce, même si se développent des rivalités et des antagonismes, dans un contexte où des États ou des groupes d'États luttent pour l'hégémonie au sein du système.

Ceci présuppose l'existence d'une seule nation arabe. Dans l'idéologie pan-arabiste, cette nation est déjà une réalité. L'échec de sa réalisation ne change rien au fait de sa réalité empirique. L'unicité de la nation arabe a ses corollaires dans les concepts de dignité, ainsi que dans ceux de l'unicité et de l'inviolabilité de son territoire. Selon le politicologue palestinien W. Khalidi (1978), cette trame, le pan-arabisme, constitue «le concept de valeur central du système des États arabes».¹ La

1. A Sovereign Palestinian State, *Foreign Affairs*, juillet 1978.

réceptivité de la majorité des Arabes à ce discours pan-arabiste en fait un dogme sanctifié. Khalidi décrit le processus comme la constitution d'une rationalité spécifique, «la raison d'État, la raison du statu quo, la raison de la révolution et la raison de la nation». A tous les niveaux, ce quatre rationalités opèrent dans l'espace politique arabe.

Toutes les formations politiques dans les pays arabes fonctionnent avec des alliances régionales. Ces alliances s'élargissent parfois au niveau des États. Les multiples projets d'unité arabe se traduisent par des efforts ponctuels, mais répétés pour constituer des groupements pan-arabes (ainsi, plus récemment, en 1989, la mise en place de l'Union du Maghreb Arabe, ou le Conseil de Coopération Arabe).

Le conflit palestinien devient un des épicycles du système politique arabe. D'ailleurs, l'OLP englobe le concept de pan-arabisme. Aux yeux des Arabes, la perte de la Palestine est une désarabisation d'un territoire arabe, la violation de son principe d'unité et d'intégrité, bref, un affront à la dignité de la nation. Aujourd'hui, en dépit de la montée de l'intégrisme islamique, le système semble inébranlable. L'intégrisme, trans-Étatique, avec son utopie de la Umma (nation de tous les croyants), joue cependant un rôle non-négligeable dans les tensions politiques.

L'offensive des puissances occidentales

A partir des années 50, les puissances occidentales visent la création d'alliances stratégiques partout dans le monde. Le Proche-Orient est conçu par les stratèges occidentaux comme une masse géographique vulnérable, à cause de la proximité de l'Union Soviétique. Ces stratèges prévoient la mise en place d'un système de sécurité régionale qui serait lié à l'OTAN et au SEATO (pour le sud-est asiatique) pour compléter la chaîne d'alliances visant à contenir le «péril rouge». Ce système devait intégrer l'Iran, la Turquie, Israël et les pays arabes de la région. Le résultat final fut un système plus modeste, autour du Pacte de Bagdad.

Ce plan s'oppose au concept du système pan-arabe. Pour ce dernier, le Proche-Orient n'est pas une zone liant l'Europe à l'Asie, ni la frontière sud de l'URSS. Plus importante est la nation arabe, avec ses intérêts et ses priorités propres. La principale menace à sa sécurité, en fait, provient d'Israël, et non de l'URSS. C'est à cette époque qu'on assiste à la montée nassérienne.

Dans ce contexte, les deux visions de la région s'affrontent. La campagne de Suez en 1956, la guerre du Yémen de 1962 à 1967, la guerre israélo-arabe de juin 1967, l'invasion israélienne du Liban en 1982 peuvent être analysées dans ce cadre.

Ainsi, en 1982, les États-Unis sous l'administration de Ronald Reagan entreprennent une nouvelle offensive internationale contre l'Union Soviétique que le président américain définit comme l'«empire du mal». Ce projet converge en partie avec les ambitions impériales d'Israël dans la région, mais des divergences subsistent entre la super-puissance américaine et l'État israélien.

2. La conjoncture au moment de l'invasion israélienne

Une région fragilisée

Le 25 mai 1982, l'armée iranienne libère la ville de Khoramchar, en Iran, occupée par l'armée irakienne depuis novembre 1980. Ce renversement laisse penser que la République Islamique menace sérieusement non seulement l'Irak, mais aussi les monarchies pétrolières du Golfe. La victoire iranienne est aussi celle de son allié de Damas. Le régime du général Hafez El Assad renforce ainsi ses positions sur la scène politique proche-orientale.

Pendant ce temps, le processus de mise en place des Accords de Camp David piétine. Tout au long de 1981 et 1982, Israël ne réussit pas à appliquer sa propre version de l'«autonomie» en Cisjordanie et à Gaza où, en dépit de la répression, la population se révolte partout dans les territoires palestiniens.

Impasse au Liban

Au Liban, la situation se détériore tout au cours de 1982. Le camp «islamo-progressiste» se déchire, lorsque le mouvement Amal, appuyé par la Syrie, entreprend d'expulser de certaines parties de Beyrouth et du Sud-Liban, les forces alliées au Mouvement National Libanais (MNL).

Celui-ci est en perte de vitesse. Depuis la perte de son leader charismatique Kamal Joumblat (assassiné le 17 mars 1977 à quelques mètres d'un barrage syrien), le MNL ne parvient plus à unifier les diverses tendances qui le composent. De plus en plus, les forces de gauche (Parti Communiste, Organisation d'Action Communiste) fonctionnent indépendamment des partis nationalistes comme le Parti Socialiste Progressiste créé par Joumblat, le Parti Populaire Syrien ou encore les forces nassériennes comme les Mourabitoune. Plus fondamentalement, le MNL ne parvient pas à administrer les territoires qu'il prétend contrôler politiquement, d'où une incroyable anarchie caractérisée par la délimitation de Beyrouth-Ouest et du Sud-Liban en «zones d'influences» plus ou moins fluides où florissent banditisme et chaos. La population, bien lasse de cette situation, exprime, les uns par l'exil, les autres par la passivité, voire le désespoir, son écoeurément généralisé. Enfin, le 18 avril 1982, une grande manifestation dirigée par l'establishment sunnite de Beyrouth force le MNL à annuler les élections prévues le 25 du même mois, afin d'élire les représentants de l'administration civile. Quand des amorces d'autocritique et de ré-enlignement apparaissent fin 82, il est déjà trop tard. Sous la protection palestinienne, et partiellement syrienne, le camp «islamo-progressiste» peut encore prétendre contrôler une partie du Liban à la veille de l'invasion israélienne, mais il est clair que ce camp est extrêmement faible.

De l'autre côté, à Beyrouth-Est et dans le secteur sous contrôle des Forces Libanaises, la situation est plus stable. Le parti des Phalanges est entré en campagne électorale, espérant faire élire Béchir Gemayel à la présidence par le Parlement libanais en septembre 1982. Celui-ci s'adresse à ses «frères» musulmans» à qui il propose de rebâtir le pays, «ce que seul un chrétien fort peut faire». Le 1er juin, à quatre jours de l'invasion, il déclare, menaçant, que «les Libanais ont six semaines pour régler leurs problèmes». (Al Amal, organe du parti phalangiste, 1.6.82).

L'évolution de la politique américaine

Le 26 mai 1982, le nouveau secrétaire d'État américain Alexander Haig prononce un important discours à Chicago. Pour lui, les différentes crises en cours au Proche-Orient (guerres du Liban, guerre israélo-arabe et guerre irano-irakienne) sont inter-dépendantes et elles exigent une solution «globale».

Son émissaire au Proche-Orient, Philip Habib, négocie au Liban pour départager les forces en présence, à la suite de la «crise des missiles» au printemps 81 (lorsque la Syrie déploie dans la vallée de la Békaa un système de missiles anti-aériens). Ce plan vise à limiter la présence israélienne au Liban tout en imposant un retrait des Palestiniens du Sud et des Syriens de Beyrouth, ce qui laisserait le champ libre pour les élections présidentielles.

Les États-Unis espèrent ainsi qu'un nouveau gouvernement libanais, sous Béchir Gemayel, pourra rétablir un pouvoir central fort, allié aux Américains. Celui-ci peut alors se permettre de jouer sur deux tableaux, avec Israël d'une part, et avec les États-Unis d'autre part.

Parallèlement, les États-Unis, déterminés à concrétiser l'«autonomie» des territoires occupés telle que conçue par Camp David, font pression sur Israël pour arrêter la multiplication des colonies de peuplement dans les territoires occupés.

Réactions israéliennes

Ce n'est pas la première fois que les intérêts israéliens et américains semblent divergents (Plan Fahd, vente d'avions AWACS à l'Arabie Séoudite en novembre 1981, projet de vente de fusées mobiles à la Jordanie en 1982). A la veille de l'invasion, Israël cherche à saboter les efforts de Philip Habib. Les États-Unis veulent mettre au pas l'OLP, Israël veut la détruire. Les premiers veulent affaiblir le rôle politique de la Syrie, Israël veut l'éliminer. Et surtout, Israël veut s'assurer la soumission du nouveau gouvernement libanais.

Comment atteindre ces objectifs? Il faut mettre les États-Unis devant le fait accompli. Israël compte sur le fait que les États-Unis, mais aussi les autres pays occidentaux, «digèreront» l'initiative israélienne. «Ne l'ont-ils pas fait auparavant?» demandent les commandants militaires israéliens à ceux qui craignent une réaction américaine. «Regardez les faits, la passivité occidentale devant l'extension des colonies de peuplement, l'annexion de Jérusalem-Est (août 80) et du Golan Syrien (décembre 81), le silence devant l'attaque israélienne contre la centrale nucléaire irakienne de Tammouz (juin 81)...».

L'espoir israélien allait-il se réaliser? le 8 juin, quelques jours après l'invasion israélienne, les États-Unis utilisaient leur droit de veto contre une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU exigeant le retrait inconditionnel des troupes israéliennes du Liban.

3. Les objectifs de l'invasion israélienne

Au début, l'objectif avoué des Israéliens dans l'opération «Paix en Galilée» était de s'assurer le contrôle d'une bande de 40 kilomètres au nord de la frontière

d'Israël, sous prétexte d'assurer la sécurité du territoire. Mais cet objectif avait déjà été atteint le 24 juillet 1981, à la suite de la conclusion d'un cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens, grâce à la médiation de Philip Habib et du concours de l'Arabie Séoudite. Plus tard, les révélations du général israélien Shlomo Baum, conseiller au ministère de la défense, établirent très nettement que les buts de l'invasion n'étaient pas défensifs (*Libération*, Paris, 8.6.82).

Détruire les «bêtes à deux pattes»

Le premier objectif de l'invasion est donc bien sûr la destruction de l'OLP. Le 7 juin 1982, le premier ministre Begin déclare devant la Knesset que les «Palestiniens sont des animaux à deux pattes». Leur destruction est nécessaire pour achever le processus engagé à Camp David «et la conclusion d'autres accords avec les voisins d'Israël» (déclaration du général Sharon, 3.6.82).

Pour imposer l'«autonomie administrative» aux Palestiniens telle que conçue à Camp David, il faut anéantir l'OLP, puisque celle-ci, continue «à gouverner politiquement la Cisjordanie et Gaza, alors qu'Israël les gouverne militairement» (déclaration du général Sharon, 29.6.82).

C'est dans ce sens que l'on peut expliquer les bombardements massifs contre les camps palestiniens et contre Beyrouth-Ouest, ainsi que les massacres de Sabra et Chatila, perpétrés les 16-17 et 18 septembre 1982. Ces camps palestiniens, encerclés par l'armée israélienne, sont livrés à des commandos phalangistes.² Le but, sans contredit, est de porter un coup fatal au moral palestinien et de discréditer l'OLP aux yeux de la population palestinienne.

L'objectif libanais

Le deuxième objectif israélien, en détruisant l'OLP, est de changer l'équilibre précaire des forces existant au Liban depuis l'été 1978. Il s'agit de porter directement au pouvoir les alliés d'Israël, les Forces Libanaises contrôlées par le Parti Phalangiste, déjà hégémoniques dans le secteur chrétien. Car la défaite de l'OLP signifie aussi la défaite de ses alliés libanais, le camp «islamo-progressiste», cette alliance composite qui contrôlait, tant bien que mal, l'autre partie du Liban depuis 1975-76. Pour ce faire, il faut aussi expulser la Syrie du Liban, du moins en tant qu'acteur politique.

Avec le Parti Phalangiste au pouvoir, Israël espère conclure un traité de paix et établir des relations diplomatiques et commerciales avec le Liban. Le 29 juin, le général Sharon déclare à la Knesset qu'Israël peut désormais constituer un «triangle de paix» dans la région, avec le Liban et l'Égypte.

Les trois «cercles»

Pour y arriver, toujours selon le général Sharon, Israël doit consolider sa sécurité à travers trois «cercles» spécifiques. Le premier concerne l'élimination

2. Voir à ce sujet Amnon Kapéliouk, *Enquête sur un massacre*, Editions du Seuil, 1982.

du «terrorisme» palestinien. La consolidation de la colonisation des territoires doit résoudre ce «problème». Il faut, déclare le général Eytan, «rendre les Arabes de Cisjordanie comme des cafards dans une bouteille». (18.4.83).

Le second cercle implique la neutralisation des pays arabes. Une fois le Liban conquis, une fois la Syrie stratégiquement affaiblie, le camp arabe sera anéanti.

Le troisième cercle, enfin, est d'arrêter l'expansionnisme soviétique au Moyen-Orient et en Afrique.³ La vision israélienne est tout sauf modeste: «Nos intérêts ne se limitent pas aux pays arabes du Moyen-Orient, de la Méditerranée, de la Mer Rouge. Dans les années 80, ils devront s'étendre à des pays comme la Turquie, l'Iran, le Pakistan, le Golf Persique et l'Afrique centrale».⁴ Israël renforce sa position comme partie prenante du système occidental qui confronte l'URSS.

Dans ce contexte, l'invasion du Liban est aux yeux des dirigeants israéliens, «le genre d'occasion qui ne survient qu'une fois par génération».⁵

4. L'invasion

Le 6 juin, l'armée israélienne défonce les points de contrôle tenus par les casques bleus, la Force Intérimaire des Nations Unies pour le Liban, les FINUL.

Le 9 juin, l'armée israélienne, contournant les zones de résistance autour de Saïda, arrive à Khaldé, en banlieue sud de Beyrouth. Le 12 juin commence le siège de la capitale libanaise qui durera 79 jours. En six jours, l'armée israélienne refou-le l'OLP du Sud-Liban et occupe le tiers du territoire libanais. Comment expliquer cette avancée fulgurante?

Le rapport de forces

Du point de vue quantitatif, le rapport de forces est tout à fait favorable à Israël. Face aux forces communes OLP-MNL, Yasser Arafat parle d'un rapport de 1 à 14.⁶ Le déséquilibre est encore plus frappant au niveau des armements. La totale suprématie aérienne israélienne permet de bombarder à volonté les concentrations militaires, mais surtout les agglomérations urbaines. Les bombardements massifs s'étendent, d'abord sur les camps palestiniens de Beyrouth et du sud, pour ensuite se concentrer sur Beyrouth. Les autorités libanaises ont recensé plus de 30.000 morts entre le début de l'invasion jusqu'à l'arrêt des combats à la fin août 82.

Un second facteur qui a favorisé la percée d'Israël a été le retrait rapide des forces syriennes au nord du fleuve Litani et de la région de Beyrouth vers la Békaa. La Syrie voulait éviter, de toute évidence, la guerre avec Israël.

Enfin, il faut souligner le fait qu'une partie importante des forces militaires regroupées auparavant sous l'égide de Mouvement National Libanais, choisirent

3. Entrevue de Sharon avec Oriana Fallaci, *Nouvel Observateur*, 4.9.82.

4. Déclaration du général Raphael Eytan, *Le Réveil*, 18.4.83.

5. Raphael Eytan, cité par Larry Fabian, *The Red Light, Foreign Policy*, printemps 1983.

6. *As Safir*, Liban, 26.4.83.

de ne pas combattre. Ce fut le cas, en particulier, de la milice du PSP de Walid Joumbat. Confiné dans les montagnes du Chouf juste au sud de Beyrouth, le PSP aurait pu ralentir l'avancée de l'armée israélienne. Il préféra préserver ses forces et laisser l'OLP face à face avec les Israéliens.

La bataille de Beyrouth

En dépit de tous ces facteurs, le repli palestinien vers Beyrouth s'est effectué et la résistance a été acharnée. Dans le sud, des noyaux de résistance se constituent rapidement pour attaquer les arrières de l'armée d'invasion. Mais c'est sans contredit à Beyrouth que la bataille décisive s'est jouée. Encerclant totalement la ville avec les Forces Libanaises, l'armée israélienne espérait bien capturer la capitale libanaise et liquider physiquement la résistance palestinienne. Les combattants palestiniens, aguerris aux combats de rue et possédant une meilleure connaissance du terrain, ont bénéficié d'un terrain où la supériorité en armement ne pouvait se substituer à la valeur des fantassins. Le long du passage du Musée (qui sépare les parties est et ouest de la ville) et vers les banlieues sud, homme contre homme, les Palestiniens et les Libanais s'avèrent les plus forts. Les Israéliens se sont rendus compte très rapidement que l'investissement de Beyrouth leur coûterait énormément cher.

Après plusieurs semaines de durs combats, les États-Unis, inquiets, reviennent à la charge. Des négociations sont entamées et à la fin d'août, le retrait des combattants palestiniens est effectué. Les fâdayins partent de Beyrouth la tête haute, au milieu d'une population ouest-beyroutaine en larmes.

Quelques jours plus tard, Béchir Gémayel, nouveau président de la république, est assassiné dans un attentat à la bombe commis dans des circonstances mystérieuses. Les 16-17 et 18 septembre, des commandos phalangistes envahissent les camps de Sabra et Chatila, sous la protection des militaires israéliens et commettent un des plus grands massacres dans l'histoire de ce conflit (de 1.500 à 3.000 morts, pour la plupart des femmes et des enfants). Quelques semaines plus tard, les premiers contingents de la force multinationale composée de militaires américains, français, britanniques et italiens entrent dans Beyrouth.

Bilan mitigé pour Israël

L'invasion du Liban a suscité un vif débat au sein de la société israélienne. Une manifestation de plus de 400.000 personnes pour dénoncer la complicité du gouvernement dans le massacre de Sabra et Chatila et réclamer la démission de Begin et de Sharon a été convoquée par des groupes pacifistes avec l'appui de plusieurs secteurs du Parti Travailleiste.

Sur le plan strictement libanais, les objectifs israéliens ne furent pas totalement atteints. Les Forces Libanaises refusèrent de se subordonner totalement à Israël. Ainsi, le 2 septembre, Béchir Gémayel refusait catégoriquement, lors d'une rencontre secrète avec Begin et Sharon, de signer un «accord de paix», et ce en dépit des menaces très violentes de ses vis-à-vis. Quelques jours plus tard, le nouveau président perdait la vie au moment où une puissante bombe faisait sauter le quartier général de son parti en plein Beyrouth-Est.

Le frère de Béchir, Amine, fut alors élu, cette fois avec l'appui des notables musulmans sunnites et chi'ites qui siégeaient au Parlement libanais (celui-ci a été élu, la dernière fois, en 1972!). Finalement, l'espoir israélien de normaliser «à chaud» avec le Liban et de voir en place un gouvernement central fort et allié ne s'est pas réalisé.

5. Après l'invasion

Durant les mois qui ont suivi l'invasion jusqu'en 1983, l'imbroglio n'a pratiquement pas changé.

Réticences du gouvernement libanais

Le gouvernement libanais, sous Amine Gémayel, insiste pour parvenir à un «accord» avec Israël, et non à un «traité». La distinction n'est pas sémantique. L'accord ne vise qu'à négocier le retrait des forces israéliennes alors que pour Israël, un traité aurait consacré une alliance politique, économique, voire militaire entre les deux pays.

La contradiction entre Israël et le Liban porte aussi sur le rôle du commandant Saad Haddad et de son «armée du Sud Liban». Le gouvernement libanais insiste pour que cette force soit intégrée à l'armée libanaise alors que les Israéliens veulent garder Haddad sous leur aile. Plus encore, Israël exige la présence d'officiers de liaison israéliens au sein de l'armée libanaise, de même que l'établissement de patrouilles mixtes et de centres d'opération et d'observation conjoints.

Le contentieux s'étend au domaine économique. Israël exige l'ouverture des frontières entre les deux pays. Comme mesure de pression, on institue des politiques de «dumping» durant les premiers mois de l'invasion dans le secteur des produits alimentaires. Le gouvernement libanais toutefois refuse d'accepter ces demandes justifiant sa décision par le fait qu'une libre circulation entre le Liban et Israël fermerait les marchés arabes aux produits libanais.⁷

La nouvelle résistance libanaise

Durant l'invasion, de juin à septembre 1982, la population libanaise a été relativement passive. On a même assisté à des manifestations de joie devant la «libération» que représentait, aux yeux de certains, l'expulsion des Palestiniens par les Israéliens. D'autre part, la désorganisation du Mouvement National Libanais n'a pas permis à ces organisations de jouer un rôle de premier plan contre l'armée israélienne.

Toutefois, dès l'automne 1982, la situation change. Le 15 septembre, un premier attentat est commis en plein coeur de Beyrouth contre des militaires israéliens. De cette date au 25 avril 1983, précise le quotidien israélien *Haaretz*, les forces palestiniennes et les groupes libanais ont mené 75 attaques contre des véhi-

7. Déclaration du ministre libanais des affaires étrangères, *L'Orient-Le Jour*, 29.4.83.

cules militaires, ont posé à 62 reprises des mines et ont effectué 55 attaques contre des postes militaires israéliens». ⁸ Progressivement, les coûts humains et en ressources matérielles s'alourdissent pour les Israéliens. Ainsi, l'armée se retrouve forcée de construire un aéroport au sud de Beyrouth, puisque la route du sud est devenue trop dangereuse. Le commerce d'Israël vers le Liban, très fructueux au début de l'invasion, est affecté par cette situation, bien qu'on l'estime alors à plus de 20 millions de dollars par mois.

Le projet d'alliance de Amine Gémayel

Les dirigeants libanais, bien qu'alliés d'Israël dans leur lutte contre l'OLP et le MNL, ont pris bien soin de demeurer neutres. Ils comptaient sur les États-Unis et sur certains de leurs alliés dans la région, en premier lieu sur l'Arabie Séoudite pour préserver leur indépendance. Cette dernière fait un retour remarqué au Liban en s'appuyant sur les élites sunnites beyroutaines, «libérées» temporairement de la tutelle exercée par le MNL ou par Amal (la milice chi'ite).

L'État libanais tente de rétablir son contrôle sur l'ensemble du territoire. La mesure la plus importante à cet égard est la rentrée de l'armée libanaise à Beyrouth-Ouest, suivie de l'arrestation de plusieurs centaines de personnes soupçonnées d'être liées aux milices de gauche et de la destruction de plusieurs centaines d'habitations de fortune aux abords de la ville.

Le «nettoyage» des squatters faisait d'ailleurs partie d'une des campagnes du Parti Phalangiste dès 1965, et les principaux visés sont les habitants déshérités chassés des banlieues et des campagnes autour de Beyrouth, en grande majorité des chi'ites. Par ce geste, les phalangistes espèrent faire d'une pierre deux coups, soit éliminer les «subversifs», et consacrer à nouveau l'alliance traditionnelle entre élites sunnite et chrétiens maronites.

Amine Gémayel entreprend aussi de renforcer l'armée. Il rétrograde plusieurs dizaines de hauts gradés. Le nouveau commandant en chef est un ex-bras droit de Béchir Gémayel, Ibrahim Tannous.

Le 18 avril 1983, le service militaire obligatoire est instauré. Plus de 75 instructeurs militaires américains et français arrivent sur place pour entraîner la nouvelle armée libanaise.

La réorganisation s'étend au secteur public. Gémayel place à la tête du ministère de l'information Manaf Mansour, un de ses fidèles collaborateurs (un poste clé dans le contexte libanais où l'information est une denrée importante et lucrative). D'autres hauts fonctionnaires ainsi que le commandant des forces de sécurité intérieure sont relevés de leurs fonctions et remplacés par des proches du président.

L'OLP après Beyrouth

Le départ des combattants de Beyrouth ne s'est pas traduit, tel que l'espéraient les dirigeants israéliens, par l'anéantissement de la centrale palestinienne. Bien sûr, la perte du «bastion» libanais représente la dispersion des combattants et

8. *Haaretz*, Israël, 28.4.83.

l'affaiblissement de la capacité militaire de l'OLP. Mais cette capacité avait toujours été, de toutes façons, grandement surestimée. Sa force politique, qui était et demeure son atout principal, n'a pas été stratégiquement atteinte par le retrait de Beyrouth.

Après Beyrouth, le mouvement palestinien décide d'orienter ses efforts presque exclusivement vers les territoires occupés. A cette lutte politique s'ajoutent les efforts de la direction pour ouvrir la voie diplomatique. Le 16 septembre 82, le Conseil Central de l'OLP apporte son appui au Plan Brejnev, qui reconnaît explicitement le droit de tous les États de la région de vivre en paix. C'est le début d'un chemin qui mènera quelques années plus tard à la reconnaissance de l'État d'Israël et à la proclamation d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza.

Mais en 82-83, l'OLP est encore occupée à rétablir des ponts, entre autres avec la Jordanie et l'Égypte. Ce faisant, le mouvement palestinien se trouve à s'opposer à la politique syrienne.

Les enjeux pour la Syrie

Depuis le deuxième désengagement israélo-égyptien sur le front du Sinaï le 1er septembre 1975, la Syrie joue un rôle politique régional important. Les accords de Camp David, l'alliance syro-iranienne (après 1979) et la présence syrienne au Liban n'ont fait que renforcer ce rôle.

Pour la Syrie, la situation s'annonce difficile. Les accords de Camp David interdisent une nouvelle guerre contre Israël. Les hauteurs du Golan occupées depuis juin 1967 sont annexées par Israël en décembre 1981.

Face au Liban, la position syrienne affirme que la sécurité de la Syrie est «identique à celle du Liban».⁹ La Syrie ne peut tolérer qu'«Israël contrôle une zone de 45 Km au nord de la frontière libanaise, parce que c'est une brèche stratégique qui permet à l'ennemi de menacer la paix et la sécurité nationale syrienne».

Cette même conception stratégique conduit la Syrie à affirmer son «droit de regard» sur les affaires palestiniennes et sur tout ce qui concerne le conflit israélo-arabe. Les accrochages directs entre les forces armées syriennes et ses alliés d'une part, l'OLP et ses alliés libanais d'autre part, ne disparaissent pas après l'invasion israélienne.

Donc, l'armée syrienne s'est redéployée dans la Békaa à l'approche de l'armée israélienne. Le 11 juin, après avoir perdu plusieurs avions ainsi que des batteries de missiles Sam-6, la Syrie accepte le cessez-le-feu. Elle concède sur ce point qui signifie un recul parce qu'elle obtient des garanties de la part de l'Union Soviétique à l'effet que celle-ci ne tolérera pas d'agression israélienne contre Damas. Pour ce faire, les Soviétiques mettent en place de nouveaux systèmes de missiles encore plus perfectionnés (Sam-5 et Sam-10).

Au printemps 1983, le régime de Assad se sent assez fort pour recommencer ses manoeuvres au Liban, d'autant plus que les négociations jordano-palestiniennes sont dans une impasse. Cette intervention syrienne se fera par le biais de certains groupuscules palestiniens qui chercheront à prendre le contrôle des camps de Beyrouth au détriment de la direction de l'OLP.

9. *Techrine*, journal syrien semi-officiel, 20.4.83.

L'initiative franco-égyptienne

Dès juin 1982, l'Égypte et la France proposent conjointement un plan pour résoudre la crise libanaise, de même que pour régler le conflit israélo-arabe dans son ensemble. La proposition vise à accélérer le retrait israélien tout en garantissant l'intégrité territoriale du Liban, et l'amorce de négociation avec les Palestiniens. Mais un veto américain aux Nations Unies met fin à cette initiative.

Les intérêts économiques et politiques de la France sont plus importants dans la région que ceux de tous les autres pays occidentaux... Ce qui conduira à plusieurs affrontements avec la politique américaine (comme dans le cas du sommet européen de Venise au printemps 1980 où la CEE, à la suggestion de la France, préconisait un processus de négociation auquel participerait l'OLP). Mais au Liban, après l'échec de sa proposition, la France se voit forcée de se rallier au leadership américain.

Quant à l'Égypte, elle tente de faire un retour sur la scène politique proche-orientale. Mais sa dépendance à l'endroit des États-Unis lui enlève la possibilité de s'imposer et le 25 avril 83, le président égyptien Moubarak déclare appuyer totalement le plan Reagan.

Forces et limites de l'Union Soviétique

L'URSS est demeurée étonnamment silencieuse lors de la guerre de juin-août 1982. Elle semblait laisser le champ libre aux États-Unis. Léonid Brejnev s'est contenté de demander le retrait de l'armée d'invasion, tout en accusant Washington de complicité.

À la fin de la guerre toutefois, l'URSS revient à la charge. Résistant aux pressions israéliennes (l'ambassade soviétique à Beyrouth est bombardée à deux reprises), Moscou annonce qu'elle va compenser toutes les pertes d'équipement des forces palestiniennes et de la Syrie. Mais les Soviétiques considèrent qu'ils ne peuvent se substituer à leurs alliés dans la région. D'autre part, le traité d'amitié et de coopération entre la Syrie et l'URSS couvre la protection du seul territoire syrien. Néanmoins, le 31 mars 1983, l'URSS prévient le monde que «la Syrie ne serait pas seule dans le cas d'une attaque israélienne». Le correspondant militaire du journal *Haaretz* affirme que l'URSS a installé deux sous-marins dans le port syrien de Tartous.¹⁰

On note cependant un scepticisme croissant de la part de l'URSS face aux nombreux revirements de ses alliés arabes. L'importance des bases stratégiques pour l'URSS est par ailleurs moins centrale qu'elle ne l'était dans les années 50. À ce moment, l'expansion de la flotte soviétique et son accès à la Méditerranée, à la Mer Rouge et à l'Océan Indien, compense, selon les stratèges soviétiques, la perte d'alliés arabes.

De plus, l'URSS met alors au premier rang de ses préoccupations en politique étrangère les relations est-ouest et particulièrement, ses relations avec les États-Unis. Pour Brejnev, la signature des accords dits de Salt-1 est primordiale. En 1982, de nouveaux efforts sont effectués pour amener les Américains à négocier la limitation des armements stratégiques.

10. *Techrine*, 28.3.83.

La politique américaine

Il est aujourd'hui incontestable que les États-Unis étaient non seulement au courant du plan de l'invasion israélienne, mais qu'ils ont donné le feu vert à cette guerre, et l'ont soutenue militairement et diplomatiquement. Mais cette politique ne faisait pas l'unanimité au sein de l'administration américaine.

Avant même l'invasion, le chef des renseignements israéliens, le général Yehoshua Saguy, était à Washington pour consulter Alexander Haig.¹¹ Les Israéliens tentent de convaincre Haig que l'invasion est une nécessité si l'OLP viole le cessez-le-feu négocié le 24 juillet 1981. Or l'interprétation israélienne d'une telle violation inclut toute manifestation du nationalisme palestinien!

En mai, Ariel Sharon rencontre directement Alexander Haig. Selon le correspondant de *Haaretz*, Sharon déclare alors que l'opération israélienne peut commencer à tout moment. Haig communique la substance de ces propos au président Reagan. La réponse des Américains est claire: ils ne se mouilleront pas publiquement, mais ils laissent le champ libre à Israël.

Parallèlement, l'armée américaine renforce son dispositif dans la Méditerranée (deux porte-avions sont ajoutés à la flotte). Le but est d'offrir une protection américaine dans le cas d'une attaque éventuelle de la part de l'URSS. Par ailleurs, l'armée américaine continue ses livraisons d'équipement à Israël, dont les fameuses bombes à fragmentation et à implosion qui feront tant de dommages contre les populations libanaise et palestinienne. Pourtant, un embargo officiel existait contre l'exportation de ce matériel. Confronté à ce fait, un porte-parole du département d'État déplore un «problème de communication» entre le gouvernement américain et la firme de Chicago responsable de ces exportations.

Sur le front diplomatique, les États-Unis se rangent derrière Israël. Le 6 juin, le Conseil de Sécurité adopte à l'unanimité une résolution exigeant le retrait inconditionnel des troupes israéliennes du Liban. Mais le 9 juin, les États-Unis opposent leur veto à la résolution franco-égyptienne. Après la démission de Haig, sous le nouveau secrétaire d'État George Shultz, les États-Unis veulent empêcher toute manœuvre internationale, cherchent à isoler l'URSS et l'OLP, et même à exclure l'Europe de toute solution négociée.

Le Plan Reagan

Le 1er septembre 82, le président Reagan formule pour la première fois depuis 1967 une conception américaine du règlement du conflit israélo-arabe. La défense de la sécurité israélienne est le premier point de cette proposition. Les États-Unis s'engagent à aider Israël à renforcer des «frontières défendables», ce qui implique la suprématie militaire israélienne dans la région.

Ils s'engagent aussi à ne pas tolérer la création d'un État Palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Toutefois ajoutent-ils, le problème palestinien n'est pas strictement une question de réfugiés. La participation palestinienne aux négociations est nécessaire. De même, les États-Unis appuient le principe d'une autonomie administrative en Cisjordanie et à Gaza après la tenue d'élection libre, ce qui permettrait de négocier les conditions d'attachement de la Cisjordanie à la Jordanie.

11. *Foreign Policy*, n.º 50, printemps 1983.

Cette proposition s'appuie sur la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU adoptée aux lendemains de la guerre de 1967. Aucun rôle n'est accordé à l'OLP, à la Syrie, à l'URSS, ou à l'Europe. Comme on peut s'y attendre, la Syrie, dont les territoires occupés par Israël (Golan) ne sont pas mentionnés par le plan Reagan, réagit violemment.

Mais le plan Reagan est même rejeté par Israël. Begin estime que cela lui «enlève les fruits de la victoire israélienne au Liban»! Le principe du retrait israélien des territoires est inacceptable et contredit la politique israélienne d'annexion progressive. En fait, Israël se rend compte qu'on lui refuse de jouer un rôle imperial dans la région et que ce rôle demeure exclusivement réservé aux États-Unis.

Les États-Unis se retrouvent avec deux seuls alliés, soit la Jordanie et l'Égypte. A l'Égypte, la proposition américaine permet de réintégrer le système politique arabe, tout en espérant récupérer l'influence perdue au sein du peuple et du mouvement palestiniens. Quant à la Jordanie, sa perspective est de récupérer la Cisjordanie et de devenir un allié stratégique des États-Unis. Cette possibilité apparaît réaliste au moment où l'OLP se trouve dans une position peu confortable.

Echec au plan américain

Alors que les États-Unis semblent disposer de toutes les cartes, très rapidement, on constate que leurs projets se heurtent à des obstacles insurmontables.

La Jordanie ne peut imposer l'«option» jordanienne à l'OLP. Celle-ci a trop de légitimité, au sein du peuple palestinien, et dans la communauté internationale, pour être simplement évacuée du décor.

La direction de la centrale palestinienne, par ailleurs, se dit ouverte au dialogue. Mais les négociations entre le roi et Arafat n'aboutissent pas. Hussein refuse tout compromis: pas de représentants de l'OLP au sein de la délégation jordanienne qui négocierait avec Israël, pas de présence de l'OLP sur le territoire jordanien en dépit d'une demande expresse de la centrale palestinienne qui désire abriter une partie de ses combattants alors pourchassés par la Syrie au Liban. Pas de garantie non plus que la récupération de la Cisjordanie et de Gaza pourra aboutir à terme, alors que la multiplication des colonies de peuplement israéliennes s'accélère.

En bref, le plan Reagan n'offrait ni plus ni moins que le suicide politique à l'OLP. En avril 83, l'OLP rompt les négociations avec la Jordanie. La reprise des négociations en 1985 ne donne pas plus de résultats. Les États-Unis espèrent alors un déblocage du côté du Liban.

L'accord libano-israélien du 17 mai 1983

L'échec des négociations jordano-palestiniennes, le blocage des négociations libano-israéliennes et le retour en force, huit mois après l'invasion israélienne au Liban, du facteur soviétique derrière la Syrie place l'initiative Reagan en fort mauvaise posture.

Les États-Unis déclenchent une violente campagne contre l'OLP accusée d'être la première responsable de l'impasse actuelle. Mais les États-Unis ne peuvent que se rendre à l'évidence que l'OLP a les moyens de résister. Sur le terrain, la

guérilla libanaise et palestinienne porte des coups très durs à l'armée israélienne. Au Proche-Orient, même les pays modérés hésitent à s'avancer contre l'OLP à cause de sa popularité auprès de l'opinion arabe. C'est dans ces circonstances que le secrétaire d'État Shultz entreprend une nouvelle tournée au Proche-Orient.

Son but est de réanimer le plan Reagan. Il doit, entre autres, provoquer un accord sur le retrait des troupes étrangères au Liban, relancer l'«option jordanienne» sans la participation de l'OLP, et favoriser, en payant les coûts, un «divorce» entre la Syrie et l'URSS. Pour amadouer Israël, Shultz atténue la position américaine sur les colonies de peuplement et affirme que «le plan Reagan permet aux Juifs de continuer à vivre en Cisjordanie sous la juridiction qui serait appliquée à ce territoire». ¹² Shultz compte aussi sur l'appui du gouvernement libanais qui contrôle au moins le gran Beyrouth, sur l'appui de l'Égypte, et sur la passivité des pays arabes «modérés», en particulier l'Arabie Séoudite. Il s'appuie enfin sur la présence militaire américaine dans la région (4.000 hommes au Liban ainsi que la sixième flotte qui croise en Méditerranée).

Shultz obtient finalement un accord libano-israélien, qui prévoit la fin de l'État de guerre et la «sécurité permanente pour les deux pays». L'article 3 de l'accord prévoit la «création d'une zone de sécurité» du côté libanais de la frontière seulement. L'article 4 stipule qu'aucun des territoires ne pourra être utilisé comme «base pour une activité hostile ou terroriste contre l'autre ou son peuple».

Les dispositions militaires du traité sont les plus importantes. L'armée libanaise ne peut déployer au sud-Liban de missiles anti-aériens ou terre-mer, ni de radars. ¹³ Un comité de liaison conjoint doit superviser l'application de l'accord. On prévoit aussi la participation de Saad Haddad à l'administration du secteur sud, de la rivière Zahrani jusqu'à la frontière. Quant aux forces de l'ONU, l'accord aboutit, dans les faits, à une réduction de leur rôle.

Parallèlement à l'accord officiel, les négociations aboutissent à des ententes secrètes entre les États-Unis et Israël. Selon le *New York Times*, Israël obtient le droit d'auto-défense contre d'éventuelles attaques palestiniennes, ainsi que l'engagement des États-Unis à tout faire pour obtenir le retrait des forces palestiniennes et syriennes du Liban. ¹⁴

Nouvel Embrassement au Liban

Le gouvernement libanais de Amine Gémayel appuie de toutes ses forces cet accord garanti par les États-Unis. Cet appui fait partie d'une stratégie globale de stabilisation du Liban.

Celle-ci continue de s'appuyer sur une tentative de «mise au pas» de la population de Beyrouth-Ouest. Les destructions des bidonvilles et des camps de squatters se poursuivent, frappant surtout les communautés chi'ite et palestinienne.

Au sud de Beyrouth, un autre front s'ouvre. Avec l'appui de l'armée israélienne, les Forces Libanaises se sont installées dans le fief de Walid Joumblat, dans les montagnes du Chouf. Là coexistent communautés druze et chrétienne, dans un

12. *International Herald Tribune*, 25.4.83.

13. *International Herald Tribune*, 18.5.83.

14. *New York Times*, 20.5.83.

climat de relative paix. Le PSP qui contrôle la région a, tout au long de la guerre civile, totalement exclu l'installation de Palestiniens et de Chi'ites.

Mais cette stabilité ne plaît pas à l'ambition du Parti phalangiste qui désire établir une domination totale sur l'ensemble du pays. Des affrontements très meurtriers éclatent entre milices du PSP et les Forces Libanaises. L'avantage tourne en faveur des premiers, en dépit de l'appui israélien (en apparence) aux FL, et cela conduit à un exode de plusieurs milliers de chrétiens de la région.

Dans le grand Beyrouth, ces événements ont une importante répercussion. Des secteurs de l'armée commencent à rechigner. Un mandat d'arrêt est émis contre le lieutenant El Khatib, ex-commandant de l'armée du Liban arabe (auparavant allié du Mouvement National), que le gouvernement soupçonne d'organiser une force armée parallèle. On cherche aussi à emprisonner des officiers et des soldats druzes, sous le prétexte de leur participation à la guerre du Chouf, alors que les officiers maronites qui participent aux côtés des FL sont laissés libres.

Dans la banlieue-sud, les accrochages se multiplient entre l'armée libanaise et la milice chi'ite de Amal. Le 17 mai 1983, jour de la signature de l'accord libano-israélien, des manifestations éclatent. L'armée intervient: un mort, plusieurs blessés. L'armée passe aux mains d'officiers ayant milité au sein des FL, tels le nouveau commandant en chef Ibrahim Tannous, Zahir Boustany (chef de la sécurité) et Sami Francis (chef des renseignements).

Le président Gémayel estime que cette politisation et cette confessionnalisation de l'État est un résultat normal de la «victoire» contre le camp «islamo-progressiste». Seule une partie de l'establishment sunnite de Beyrouth-Oest est invitée à participer au pouvoir et encore, d'une façon marginale. La communauté chi'ite, par contre, est totalement exclue des consultations autour de l'accord avec Israël, bien que ce soit elle qui ait été la plus touchée par l'occupation israélienne.

Bénéficiant de l'appui américain et, dans une moindre mesure, de celui d'Israël, le gouvernement contrôlé par le Parti Phalangiste, pense faire l'économie de l'intégration politique de la majorité libanaise en disposant seulement, et encore d'une façon partagée, de l'appui de la population chrétienne de Beyrouth-Est et de la montagne autour de la capitale (d'autres communautés chrétiennes, par exemple celles du nord du pays, sont des rivaux des Phalanges et maintiennent, sous l'égide de l'ex-président Soleiman Frangié, une alliance avec la Syrie).

Un accord mort-né

Grand résultat de l'accord libano-israélien: le retrait des troupes israéliennes vers le sud s'avère un épineux problème.

Mais l'armée israélienne n'en peut plus. Les attentats contre les militaires israéliens deviennent de plus en plus fréquents et meurtriers. Cependant, le retrait amorcé (jusqu'à une ligne au nord de Sidon) met le régime libanais et les Forces Libanaises dans une position extrêmement vulnérable. Le chef phalangiste, Pierre Gémayel, qualifie même le retrait de «catastrophique», puisqu'il ouvre la porte à un retour en force du camp «islamo-progressiste», voire de l'OLP.

Un front contre l'accord commence d'ailleurs à s'articuler, autour de Walid Joumblat, de Soleiman Frangié, des organisations de l'ex-Mouvement National ainsi que de Amal. Leur refus est doublement motivé. D'une part, ils s'opposent à l'accord comme tel, qui institutionnalise l'hégémonie israélienne sur une grande

partie du Sud-Liban. Ils craignent que l'accord n'enfonce davantage le Liban dans les rivalités entre les États-Unis et l'URSS et ne menace les liens entre le Liban et son environnement arabe, en particulier avec la Syrie. D'autre part, l'accord fait partie d'un ré-alignement du Liban sous l'hégémonie du Parti Phalangiste qui ne semble pas disposé à proposer des concessions aux autres communautés.

Au contraire, le gouvernement s'empresse de lever de nouveaux mandats d'arrêt contre des partisans ou d'ex-militants du Mouvement National, d'appuyer davantage la poussée phalangiste dans le Chouf et de refuser des négociations avec les diverses forces politiques libanaises. Quant aux relations avec la Syrie, Gémayel espère obtenir le retrait des troupes syriennes en échange de «concessions politiques et économiques généreuses».¹⁵

Impuissance

Israël constate cet enlèvement avec anxiété. De plus, les dirigeants israéliens ont peine à accepter le fait qu'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils voulaient en déclenchant l'opération «Paix en Galilée»! Ils n'ont ni l'acceptation d'une présence massive de leur armée au Sud-Liban, ni un traité de paix en bonne et due forme, ni des relations diplomatiques ou économiques normales avec Beyrouth, ni des garanties quant au sort de Saad Haddad.

Le gouvernement israélien n'a cependant pas tout perdu. L'aide militaire américaine s'est intensifiée (livraison d'avions F-16 par exemple). De plus, la perspective d'un accord stratégique entre Israël et les États-Unis revient à l'ordre du jour, d'autant plus que les États-Unis maintiennent leur refus absolu de considérer quelque participation que ce soit de l'OLP à quelque niveau que ce soit du processus politique. Néanmoins, il faudra longtemps à Israël pour réparer les torts politiques, voire psychologiques consécutifs à l'invasion, puis à l'occupation.

Les alliés américains dans la région n'ont pas vraiment été surpris par le rapide enlèvement du Liban dès le début de 1983. Ainsi l'Arabie Séoudite a maintenu ses distances, prétextant l'incertitude de l'impact économique de l'accord libano-israélien. D'autre part, les menaces et pressions régionales (guerre du golfe) l'ont poussée vers une attitude de «neutralité bienveillante» à l'égard du gouvernement libanais.

Comme nous le verrons dans la seconde partie, ce sont donc les ennemis de l'accord qui au bout de la ligne, sortiront plus forts, en premier lieu la Syrie. L'irruption maladroite des États-Unis dans le dossier permet aux Syriens de soutenir le maximum d'appui de la part de l'Union Soviétique. Peu à peu, la Syrie fera sa rentrée.

15. *International Herald Tribune*, 24.5.83.

Deuxième partie

VERS L'ECLATEMENT

Le retour de l'opposition

Quand l'armée israélienne entre au Liban en juin 1982, un nombre considérable de Libanais l'accueillent de façon favorable au sud, où la majorité de la population est chi'ite, on espère que le retrait de l'OLP devant le rouleau compresseur israélien pourra au moins ramener la paix et la fin des bombardements dits de représailles de l'armée israélienne. De manière plus générale, un certain establishment estime le moment venu d'occuper l'espace abandonné par la centrale palestinienne.

Dans les montagnes du Chouf sous contrôle du Parti Socialiste Progressiste et de la communauté druze de Walid Joumblat, aucune opposition n'a retardé la progression fulgurante de l'armée israélienne au moment de l'invasion de juin. A Beyrouth, la complicité évidente entre les Phalangistes et Israël permet le total encerclement de Beyrouth-Ouest.

Néanmoins, une fois l'OLP partie de Beyrouth et après la mort de Béchir Gémayel, les choses commencent à changer un peu. L'élection de Amine Gémayel est ainsi l'occasion d'un sursaut d'unité des diverses communautés autour du nouveau président, élu avec une majorité écrasante par le Parlement libanais.¹⁶ De plus, la présence de la Force Multinationale (États-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne), combinée au recul syrien et palestinien, apparaît pour beaucoup comme une sorte de garantie pour le rétablissement de la paix au pays des Cèdres.

Mais rapidement, en quelques mois, on assiste à un véritable retournement de la situation. Le régime libanais avec à sa tête un président phalangiste, les États-Unis avec leur flotte et leurs «Marines», l'armée israélienne bien implantée sur un tiers du pays, bref, cette coalition qui semble invincible, réussit le tour de force de provoquer, en opposition à elle, la réorganisation d'une opposition hétéroclite mais très forte, soutenue par divers acteurs dont en premier lieu la Syrie, qui réussit peu à peu à s'imposer à nouveau sur le terrain.

Le 16 septembre 1982, la résistance libanaise réussit un premier coup spectaculaire. Trois officiers israéliens sont tués dans un café à Hamra, au centre ville de Beyrouth-Ouest. Quelques jours plus tard, après le massacre de Sabra et Chatila, l'armée israélienne retire ses troupes de la ville. Le coup d'envoi est donné pour la reconstitution de la résistance libanaise.

De manière relativement rapide, les séquelles de l'invasion deviennent évidentes et touchent tout le monde: l'effondrement économique, l'augmentation de la répression, entre autres. En avril 1983, l'armée israélienne assassine un leader religieux chi'ite, le cheikh Raghili Harb. Dès lors, la hiérarchie chi'ite décide de s'opposer clairement aux Israéliens. Un édit religieux interdit à quiconque de collaborer avec l'occupant. Les positions radicales de Harb sont maintenant adoptées par le Conseil Supérieur Chi'ite, l'instance représentative de cette commu-

16. Le 23 août, pour assurer de justesse l'élection de Béchir Gémayel, plusieurs députés sont amenés de force au Parlement. Mais lors de l'élection de Amine, le consensus est beaucoup plus facile à établir.

nauté. Pour ces raisons, la résistance libanaise sera, dès son envol, marquée par cette mobilisation chi'ite. La plus importante communauté libanaise ainsi mobilisée aura un effet déterminant sur le nouvel échiquier politique libanais.

Au sud, le vide créé par le départ de l'OLP force les chi'ites à la confrontation. A Beyrouth d'autre part, ils se retrouvent devant un régime qui refuse toutes les offres d'entente formulées par les dirigeants des autres communautés. Les chi'ites, les sunnites et les druzes voient dans l'accord du 17 mai 1983 un affront contre l'ensemble des forces politiques libanaises. Seuls les Phalangistes qui semblent déterminés à totalement monopoliser l'État, s'accrochent au pacte israélo-américain.

C'est dans ce cadre que se constitue le 14 mai 1983 le Front du Salut National, trois jours avant la ratification de l'accord israélo-libanais. Autour de ce front se retrouvent l'ex-président Suleiman Frangié (maronite et allié de longue date de la Syrie), l'ex-premier ministre Rachid Karamé (sunnite de Tripoli), Walid Joumblat et son parti, le Parti Socialiste Progressiste (PSP), et les autres partis de l'ex-MNL tels le Parti Communiste Libanais (PCL) et le Parti Populaire Syrien (PPS). Amal, bien que ne faisant pas formellement partie du Front, accepte d'établir une collaboration qualifiée d'«étroite» avec la coalition, dont les deux objectifs sont, d'abord, d'empêcher la conclusion de l'accord avec Israël, et de réduire ou de détruire l'hégémonie phalangiste sur l'appareil d'État.

Cette convergence repose sur plusieurs intérêts particuliers. Frangié est en guerre depuis longtemps contre les Phalangistes, responsables de l'assassinat de son fils en 1978. D'autre part, il demeure le seul allié maronite de la Syrie et espère à ce titre, jouer un rôle politique de premier plan. Pour Joumblat, il s'agit de tout mettre en oeuvre pour expulser les Forces Libanaises de son fief, le Chouf, que celles-ci tentent d'investir depuis l'invasion israélienne. Quant à Rachid Karamé, il entend préconiser, en annulant l'accord avec Israël, une refonte du système politique libanais.

De la première guerre de Beyrouth à celle du Chouf

Le 28 août 1983, un accrochage avec les Forces Libanaises provoque la mort de quatre militants d'Amal. Aussitôt, l'armée libanaise est dépêchée sur les lieux pour protéger les FL, en imposant un couvre-feu sur les régions chi'ites. Mais de violents combats éclatent. Repliés sur Beyrouth-Ouest, les miliciens d'Amal se retrouvent aux côtés des combattants de l'ex-MNL. Retranchés dans les montagnes, le PSP et la Syrie apportent le soutien de leur artillerie. Aussi, dès le 4 septembre, c'est une défaite humiliante pour l'armée libanaise qui se replie sur Beyrouth-Est.

Des négociations entamées par Sélim Hoss (premier ministre actuel et alors personnalité en vue des sunnites de Beyrouth) poussent Amal à accepter le retour «amicale» de l'armée à l'ouest de Beyrouth. Mais l'armée préfère une action plus massive. 10.000 soldats se lancent à l'assaut d'Amal, qui est forcé de se replier sur les banlieues sud. Pour la première fois, Amal s'installe dans ces quartiers populaires où elle établit son contrôle. Cette polarisation a de graves conséquences. Des personnalités chi'ites mais aussi sunnites, commencent à prendre nettement leurs distances et à critiquer ouvertement le rôle joué par l'armée et par les Forces libanaises, mais ce faisant celui joué aussi par le chef de l'État. Parmi ces critiques de l'État, se trouvent entre autres Sélim Hoss et Saeb Salam.

Cette première ronde d'affrontements marque le début d'un renversement du rapport de forces entre les divers acteurs politiques. La relation de vainqueur à vaincu que voulaient imposer les Phalangistes et que reprenait le président de la république ne fonctionne plus.

Pendant ce temps, dans la montagne, les accrochages entre les milices druzes du PSP et les FL s'accroissent. Fin août, l'armée israélienne, décidée à se retirer jusqu'à la rivière Awali, quarante kilomètres au sud du Chouf, prépare son retrait de la montagne. Il est évident que ce départ précipitera l'affrontement entre les deux groupes.¹⁷ Les FL doivent prouver qu'elles sont en mesure de contrôler le Chouf sans la protection de l'armée israélienne. Pour le PSP et les druzes, il s'agit de rétablir à tout prix leur hégémonie dans la montagne, qui constitue pour eux, mais aussi pour leurs coreligionnaires en Syrie et en Israël, le refuge ultime, le roc où s'enracine leur identité depuis le XI^{ème} siècle.

Début septembre 83, les deux camps se préparent. Le PSP a réussi à unifier les deux clans druzes sous son autorité.¹⁸ La Syrie, pour ses propres raisons, les soutient sans limite. C'est le cas aussi des Palestiniens, en particulier ceux qui deviennent les dissidents anti-Arafat, et des milices de l'ex-MNL. Plus encore, le PSP compte sur l'appui des 60.000 druzes israéliens, ainsi que d'un soutien financier important de la part des druzes syriens.¹⁹ Du côté israélien, cet appui est stratégique. 1.333 officiers et soldats druzes israéliens signent une pétition adressée au chef d'État israélien, et demandent leur libération pour «traverser la frontière libano-israélienne afin de combattre avec nos frères druzes».²⁰

De leur côté, les FL peuvent compter sur l'appui d'une bonne partie de l'armée libanaise. Elles espèrent aussi mériter le soutien américain. Mais de plus en plus, les Phalangistes doivent se rendre à l'évidence: ils ne bénéficieront pas de l'appui israélien.

C'est sur cette toile de fond que le 3 septembre 83, sans avis préalable au gouvernement libanais, l'armée israélienne abandonne la montagne du Chouf en se repliant sur la rivière Awali, après 15 mois d'occupation. Chacun des deux camps tente d'occuper les positions israéliennes abandonnées.

La guerre qui s'amorce alors devient extrêmement sanglante. Plusieurs massacres ont lieu de part et d'autre. Mais rapidement, les Druzes, avec leurs soutiens extérieurs, réussissent à faire jouer la bataille en leur faveur, au prix de milliers de victimes, druzes aussi bien que chrétiennes. Les communautés chrétiennes sont

17. Il faut noter que jusqu'à l'invasion israélienne de juin 1982, le Chouf avait échappé aux horreurs des guerres libanaises, à l'exception d'une courte flambée de violence en mars 1977, à la suite de l'assassinat du leader du PSP, Kamal Joumbat. Le PSP exerçait son hégémonie dans le Chouf en partenariat avec le Parti National Libéral de Camille Chamoun. L'intrusion brutale des FL minait donc à la fois le pouvoir druze et celui de Chamoun, implanté dans son fief de Deir El Kamar. Aux beaux temps de l'alliance PSP-Chamoun, aucune autre composante politique, y compris l'OLP, n'était tolérée dans le Chouf.

18. Les clans de Majid Arslan et celui des Joumbat se sont toujours affrontés. Les Arslan avaient soutenu la candidature de Béchir Gémayel et après lui, de son frère. Mais après juin 1982, les humiliations subies par les druzes sur les barrages des FL, indépendamment de leur affiliation politique, conduisit toute la communauté à se ranger derrière le PSP.

19. Informations du quotidien israélien *Haaretz*, reproduites par l'hebdomadaire libanais *Monday Morning*, 12.9.83.

20. Déjà en février 1983, lors de la bataille de Aley, point de jonction important sur la route Beyrouth-Damas, les FL ont été abandonnées par l'armée israélienne qui les a empêché de ravitailler leurs troupes. Voir J.P. Péroncel-Hugoz, *Une croix sur le Liban*, Éditions Folio-actuel, 1985.

massivement forcées de quitter leurs foyers du Chouf (ils en représentent la moitié de la population).

Les conséquences de la victoire druze sont considérables. Le Chouf est une région stratégique de première importance au Liban.²¹ En conséquence, le retournement qui en découle dans le rapport de forces, constitue un point tournant fondamental. D'une part, il signifie l'abandon par Israël de la grandiose stratégie impériale. Cela se traduit, entre autres, par la démission de Menahem Begin et l'ouverture d'une période d'instabilité politique en Israël. D'autre part, la reprise en main par les druzes peut être vue comme le début de l'éclatement du Liban. Il faut savoir en effet que pendant les pires moments de la guerre civile, de 1975 à 1982, druzes et maronites avaient su coexister. Le départ catastrophique des seconds fait éclater radicalement cette cohabitation.

Le PSP tente de nier cette réalité en déclarant, par la bouche de son chef, que la guerre de la montagne «n'est pas une guerre sectaire contre les chrétiens, mais une guerre nationale pour la défense du caractère arabe du Liban et de son unité contre l'hégémonie phalangiste». Mais cette rhétorique ne change pas les faits.

Le grand gagnant à court terme demeure cependant W. Joumblat. Son pouvoir quasi-absolu sur le Chouf lui donne une position de premier plan, une marge de manœuvre non négligeable face à la Syrie. Celle-ci compte cependant profiter des derniers événements qui marquent son retour en force au Liban. Avec la montagne sous le contrôle de ses alliés, les routes d'approvisionnement pour ses alliés chi'ites à Beyrouth et dans le sud se retrouvent réouvertes.

En face d'eux, les Phalangistes et leurs alliés américains voient leur projet de restructuration voler en éclat. Un cours nouveau est tracé pour les prochaines guerres du Liban.

Résistance et occupation au Sud-Liban

Comme on l'a vu, la population a déchanté très rapidement de la présence israélienne. Au début, la résistance reste cependant le fait de petits groupes clandestins.²² Mais tout au cours de 1983, la population dans son ensemble commence à s'impliquer, tant par des actions militaires que par une résistance pacifique.

Les chefs religieux chi'ites et ceux d'Amal jouent un rôle prépondérant dans cette mobilisation contre l'occupation. L'arrestation, en mars 1983, du cheikh Raghib Harb provoque un grand mouvement de solidarité dans tout le sud et dans la banlieue sud de Beyrouth. Libéré en avril 83, est assassiné 11 mois plus tard.²³

21. Située au sud-est de Beyrouth, la région montagneuse du Chouf contrôle la route côtière qui relie Beyrouth et le Sud-Liban, ainsi que la route Beyrouth-Damas.

22. Le premier appel à la résistance date du 16 septembre 1982. Un certain appel permet de comprendre le retard de la résistance. Depuis 1967, les villes et villages du Sud-Liban sont la cible privilégiée des bombardements israéliens. Israël cherchait par ces moyens à encourager la population du sud à se soulever contre l'OLP, un objectif qui n'a jamais été atteint, à cause de la force de l'OLP, mais aussi en raison de la sympathie profonde des chi'ites à l'endroit des Palestiniens. Cependant, au début des années 80, le ressentiment s'approfondissait contre l'OLP, tant à cause des coûts de la guerre qu'à cause du fait que les chi'ites avaient l'impression de vivre dans un territoire sous contrôle palestinien.

23. Dès le début de l'invasion, ce cheikh avait appelé à la résistance. Ses édits interdisaient toute collaboration avec l'ennemi, même le simple fait de le saluer. Encore aujourd'hui, il constitue pour les Hezbollah et pour Amal l'exemple suprême du martyr.

Un autre incident grave favorise la résistance. Le 16 octobre 1983, à Nabatiyé (sud Liban), une cérémonie religieuse dégénère en affrontements. Cette importante manifestation chi'ite (commémorant le martyr de Hussein, petit fils du prophète Mohammed) est attaquée par des soldats israéliens qui tirent sur la foule (un tué, 10 blessés). Aussitôt, 50.000 manifestants, les mains nues, s'attaquent aux soldats et à leurs blindés. Cette date marque le début de la mobilisation de masse. C'est aussi le début de la nouvelle occupation de l'espace politique au sud Liban par les chi'ites et ce faisant, de leur réinsertion dans l'ensemble libanais.

Progressivement, la résistance devient chi'ite. Les haut-parleurs des mosquées, en répercutant les Allah Akbar, sonnent l'alarme à l'arrivée des soldats israéliens, et appellent la population à manifester, à bloquer les routes. Parallèlement, les actions militaires s'intensifient. Jusqu'à la fin de 1983, ces opérations menées contre les occupants sont revendiquées par le Front de la Résistance Nationale Libanaise, réunissant le PCL, l'OACL, le PPS et les Nassériens. Mais à partir de 1984, Amal organise et revendique ses propres opérations. Début 1985, épuisée, l'armée israélienne amorce son repli vers l'extrême sud. En février, le sud est presque totalement sous contrôle chi'ite.

Manoeuvres américaines

À la fin d'août 1983, 14 marines américains sont blessés lors d'un accrochage près de l'aéroport de Beyrouth avec des miliciens de Amal. Devant la chute des derniers bastions des FL dans la montagne (à Bhamdoun) et le redéploiement israélien vers la rivière Awali, les États-Unis augmentent leur contingent de marines, qui compte alors plus de 3.200 soldats (auxquels il faut ajouter les forces stationnées sur l'importante flotte américaine au large du Liban).

Pour éviter la défaite prévisible des FL et de l'armée gouvernementale, le président Reagan déclare le 9 septembre 83 que les États-Unis ont des «intérêts vitaux» au Liban et autorise le commandement des marines à attaquer des groupes «hostiles» aux Forces Multinationales. Le vice-président Bush pour sa part exige que l'armée syrienne quitte le Liban.

Afin de donner du muscle à ces déclarations, les forces américaines bombardent, le 17 septembre, des positions se trouvant sur un territoire sous contrôle syrien. Les bombardements se poursuivent tout au long de la guerre de la montagne. Le 25 septembre, un cessez-le-feu est finalement négocié en présence des représentants des États-Unis et de l'Arabie Séoudite. Néanmoins, la victoire est déjà acquise aux druzes, qui contrôlent l'ensemble du Chouf à l'exception de Souk el Gharb, dernier verrou avant le palais présidentiel, le ministère de la défense et l'ambassade américaine au Liban. En fait donc, l'intervention américaine en faveur du président libanais permet seulement d'éviter une victoire totale des druzes et son renversement pur et simple.

Le cessez-le-feu était conçu comme un prélude à un dialogue national, convoqué à Genève, du 31 octobre au 14 novembre 1983. Une semaine avant cette réunion, le 24 octobre, des commandos-suicide font sauter les campements militaires américains et français à Beyrouth, faisant plus de 300 morts parmi les marines et les soldats français.

La conférence de Genève s'ouvre donc dans une atmosphère très chargée; autour de la table, cinq représentants musulmans, cinq maronites, les ministres des affaires extérieures de la Syrie et de l'Arabie Séoudite. Le consensus auquel on

arrive représente un autre tournant politique. Le président libanais est chargé de demander à Washington l'abrogation de l'accord du 17 mai (américano-libano-israélien), et son remplacement par un arrangement de sécurité le long des frontières israélo-libanaises, ce qui implique le retrait total des forces israéliennes du Liban.

Au même moment, les États-Unis franchissent un nouveau pas dans l'alliance avec Israël. L'émissaire de Reagan, Lawrence Eagleburger, un des plus pro-israéliens du département d'État, conclut une «alliance stratégique» avec Israël, qui remplace l'accord de «coopération stratégique entre les deux pays»,²⁴ La nouvelle entente prévoit une augmentation de l'aide américaine à Israël (qui atteint déjà plus de trois milliards de dollars par année) et la création d'une commission conjointe pour «affronter la menace soviétique contre leurs intérêts communs au Moyen-Orient».

L'encre n'est pas encore sèche sur ce traité lorsque le président Gémayel débarque à Washington. Évidemment, la visite ne débouche sur rien. Israël refuse strictement l'abrogation du traité de mai 1983. Les Américains conseillent à Gémayel de se concentrer sur la situation intérieure du Liban et de laisser le soin à d'autres, en l'occurrence à la Syrie, aux États-Unis et à Israël, le soin de négocier de nouveaux arrangements.

Clairement, les États-Unis qui voulaient oublier leurs revers au Liban, confient à Israël la défense de leurs intérêts et le consacrent comme l'unique instrument de la politique régionale américaine dans la région.

Le soulèvement du 6 février 1984

Après leur défaite dans la bataille du Chouf, l'armée libanaise et les FL se replient sur le grand Beyrouth, unifié depuis septembre 82 grâce à l'appui de la Force Multinationale. Ces forces, de même que les États-Unis, savent très bien qu'il faut éviter que Beyrouth ne subisse le même sort que le Chouf, d'où l'importance extrême de contrôler le corridor reliant la banlieue sud, où Amal est hégémonique, et la montagne, maintenant aux mains des milices druzes. C'est par ce corridor, en effet, que l'aide multiforme venue de la Syrie s'achemine vers Amal.

En octobre 83 et février 84, les attaques de l'armée libanaise et des marines américains se multiplient dans ce passage. La flotte et les avions américains interviennent de plus en plus régulièrement. En novembre, des missiles syriens abattent trois avions américains. L'avertissement est clair et devient encore plus fort après l'attentat contre les Marines. L'opinion publique américaine, encore marquée par le syndrome vietnamien se rebiffe. Résultat: les Américains se retirent de Beyrouth le 3 février 1984.

Dès le lendemain, Nabih Berri, chef de Amal, lance un appel solennel à tous les «deshérités» de Beyrouth-Ouest afin qu'ils se soulèvent et chassent l'armée de cette partie de la capitale. Deux jours plus tard, la sixième brigade de l'armée, formée essentiellement d'éléments chi'ites, se range du côté d'Amal.

24. Cet accord avait été suspendu en 1981 quand Israël avait annexé unilatéralement les hauteurs du Golan, territoire syrien. Voir Claudia Wright, *Balancing act for Re-election*, *Middle East International*, 23.12.83.

La victoire d'Amal unifie le territoire qui se trouve hors de contrôle du gouvernement légal, c'est-à-dire Beyrouth-Ouest et l'essentiel du sud Liban. Bref, on se retrouve à instaurer la ligne de démarcation qui existait auparavant et séparait le sud et l'ouest de l'est de Beyrouth.

La victoire d'Amal et de ses alliés à Beyrouth-Ouest marque aussi la fin du projet israélo-américain au Liban, projet dont l'essentiel était de constituer un pouvoir central fort. On assiste alors à une nouvelle répartition des pouvoirs au Liban.

On ne peut plus maintenant ignorer la communauté chi'ite pour tout règlement de la crise. Amal s'assure sur le terrain, et jusqu'à l'émergence de Kezballah, de l'hégémonie au sein de la communauté chi'ite. Ce qui implique, inéluctablement, une perte d'influence des autres grandes communautés au sein du système politique libanais.

En contrôlant Beyrouth-Ouest, Amal réduit considérablement le pouvoir de l'establishment sunnite, traditionnellement le plus fort dans la capitale. D'ailleurs en mars, un mois après avoir pris le terrain, Amal allié au PSP de Joumblat décide d'en finir une fois pour toutes avec la milice sunnite al-Mourabitoune, déjà fort affaiblie du départ de ses alliés palestiniens. En quelques heures, les combattants de Mourabitoune sont désarmés et neutralisés.

A la suite de ces événements, le gouvernement libanais n'a plus le choix. Le 5 mars, un porte-parole du conseil des ministres déclare que le gouvernement a décidé d'abroger unilatéralement l'accord du 17 mai avec Israël. Il convoque ainsi les différentes parties du conflit à Lausanne, pour les 12-20 mars 1984. L'administration américaine apprend cette nouvelle avec consternation, mais le mal est fait. Les États-Unis sont maintenant totalement désengagés du Liban et du processus de recherche d'une solution au conflit régional.

A Lausanne, la conférence, sous haute surveillance syrienne, n'aboutit pas. On ne parvient pas à établir un consensus sur un projet de réforme au système politique libanais. Soleiman Frangié, ex-président de la république et président du Front du Salut National, refuse que la conférence touche aux prérogatives du président de la république, d'office maronite. Même ses propres alliés sont choqués de cette position et c'est la fin du FSN. Par contre, on s'entend sur une chose: la scission de l'armée est acceptée, puisque les brigades confessionnelles sont institutionnalisées.

Mai 84, un nouveau gouvernement d'unité nationale est formé, présidé par Rachid Karamé. Mai lui aussi échoue dans ses tentatives de réformer le système. Faute d'un véritable accord, sous l'impulsion de la Syrie, on parvient à une entente tripartite entre les trois principales milices (Amal, le PSP et les FL). L'establishment sunnite est totalement exclu de ce processus alors que les cercles dirigeants maronites acceptent, pour la première fois, de consacrer la nouvelle force de Amal sur l'échiquier politique libanais.

Signé à Damas le 28 décembre 1985 après quatre mois de discussions ardues, l'accord est conclu par les chefs des trois milices, Elie Hobeika pour les FL, Nabih Berri pour Amal et Walid Joumblat pour le PSP, sous le patronage bien présent du vice-président syrien chargé des affaires libanaises, Abdel Halim Khaddam.²⁵

Le régime syrien espérait bien que l'accord pourrait être le prélude à un règlement final de la crise, et cela dans le cadre de ses intérêts nationaux. Les parties les

25. Le texte de l'accord a été publié par *L'Orient-Le Jour*, 29.12.85.

plus importantes de l'accord concernent justement un projet de répartition des pouvoirs et la question des rapports avec la Syrie.

Sur le premier plan, l'accord stipule que le pouvoir du président (maronite) de la république sera limité au profit du Conseil des ministres (dont le premier ministre est sunnite), ainsi que par la formation d'un sénat qui repartagerait le pouvoir avec le Parlement. Par le renforcement du pouvoir du premier ministre, on vise évidemment à satisfaire la communauté sunnite. Par contre, avec le projet de sénat, ce sont les druzes qui sont visés puisque ce serait un druze qui présiderait le sénat.

Les «relations privilégiées avec la Syrie» constituent un chapitre entier de l'accord, en fait probablement la partie la plus importante. On y précise que «l'expression la plus marquante de l'arabité du Liban se traduit par sa relation privilégiée avec la Syrie. En conséquence, explique le document, «un haut degré de coopération à tous les niveaux s'impose». D'autre part, «les relations privilégiées doivent être consacrées par des accords bilatéraux clairs, traduits dans l'un et l'autre pays par un dispositif juridique empêchant les caprices de telle ou telle faction politique de gâcher ces relations ou de jouer avec de tels constants».

Les relations entre le Liban et la Syrie, selon l'accord, ne doivent pas «se ressentir de quelconques retombées régionales et internationales». Dans le domaine de la politique extérieure, cela implique une «coordination complète et stable, devant englober toutes les affaires arabes régionales et internationales». Sur le plan militaire, «il est nécessaire que les unités militaires syriennes prennent position en différents points du Liban, en attendant que l'armée libanaise ne soit en mesure d'assumer ses fonctions défensives face à l'ennemi (israélien)». Sur le plan de la sécurité, «il s'agit de trouver une définition commune des dangers qui menacent la sécurité des deux pays, leur indépendance et leur système politique».

L'accord propose aussi de coordonner les relations économiques, l'éducation («essentielle à l'instauration d'un rapprochement entre les jeunes générations des deux pays basé sur l'appartenance arabe») et l'information. Sur ce dernier point, le but est de resserrer la vis, même si le principe de la liberté d'opinion est affirmé.

«Les moyens d'information doivent respecter les principes définis dans le cadre de l'orientation nationale déjà agréée.»

Enfin, un comité ministériel doit superviser l'exécution des clauses de cette entente multiple.

Vers de nouveaux affrontements

Deux semaines après la signature de l'accord de Damas, la direction des FL est renversée après de violents combats à Beyrouth-Est. Hobeika se réfugie en zone syrienne et les nouveaux dirigeants phalangistes refusent catégoriquement l'entente négociée. Le président de la république lui annonce son refus. Sur cette lancée, les FL poursuivent leur «nettoyage» devant aboutir à leur hégémonie totale sur Beyrouth-Est. En octobre 1988, ils réussissent à désarmer définitivement la milice d'Amine Gémayel. Les FL restent cependant hésitants sur leur stratégie à long terme: faut-il faire la bataille contre la Syrie et ses alliés et rétablir l'unicité du Liban sous leur contrôle, ou faut-il faire preuve de plus de réalisme et se contenter de dominer ce mini État «chrétien» basé à Beyrouth-Est et sur ou dans une partie

de la montagne? Jusqu'à maintenant, le dilemme reste ouvert. Après des mois sinon des années d'efforts, la Syrie doit avouer son échec. Mais le régime syrien ne lâche pas prise et met déjà en place d'autres mécanismes pour assurer son hégémonie au Liban. A court terme, d'abord, ses moyens d'intervention s'avèrent limités. A la suite du renversement de Hobeika par des éléments «durs» des FL, des affrontements relativement mineurs surviennent sur divers fronts, qui n'intimident ni n'impressionnent personne.

Cependant, à moyen terme, le refus de l'accord syro-libanais, on aboutit à une pression syrienne encore plus forte. La Syrie décide de rompre toute relation avec le président de la république, Amine Gémayel, qu'elle juge en bonne partie responsable de l'échec. Le gouvernement se divise alors. Les ministres chrétiens se rangent derrière Gémayel, alors que le premier ministre sunnite et les autres ministres musulmans appuient la Syrie. Aussi, après janvier 1986, le Conseil des ministres n'a plus jamais réussi à se réunir au complet. Le 1er juin 1987, le premier ministre Karamé est assassiné, ce qui complique encore davantage la situation. Le ministre de l'éducation est nommé premier ministre par intérim.

Entre-temps, la Syrie avec ses alliés d'Amal tente de mettre au pas les camps palestiniens dans la banlieue sud de Beyrouth. Les combats, en mai 1987, sont très violents et forcent les résidus de l'OLP au repli. L'accord dit «du Caire», qui régissait depuis 1969 les relations entre le gouvernement libanais et l'OLP est aboli avec l'approbation unanime du Parlement, de la Syrie et de ses alliés.

D'autre part, le soulèvement populaire palestinien, l'Intifada, à partir de décembre 1987, déplace le centre de gravité politique de l'OLP vers les territoires occupés de la Cisjordanie et de Gaza. L'indépendance politique de l'OLP est maintenant fondée sur cette Intifada à l'intérieur de la Palestine. Cet événement majeur explique la fin de la guerre des camps en mai 1988 sans que la Syrie ne puisse intégrer à sa stratégie la centrale palestinienne. Le soulèvement dans les territoires permet à cette dernière d'établir son indépendance politique sur des bases beaucoup plus solides qu'auparavant face à ses ennemis et détracteurs.

Par contre, contrairement à ce que certains croyaient, le désengagement politique de l'OLP des affaires internes libanaises ne règle pas la crise du Liban. Au même moment, la guerre entre le mouvement pro-iranien Hezbollah et Amal éclate. L'enjeu est pour Amal, principal allié de la Syrie, de s'affirmer comme le seul représentant politique de la communauté chi'ite qui est aussi la communauté la plus importante, numériquement parlant, au Liban. Il lui faut contrôler la banlieue sud de Beyrouth et le sud du Liban, à très forte majorité chi'ite. Pour sa part, Hezbollah, avec l'appui de l'Iran, cherche à s'imposer en devenant la principale force capable de continuer la guerre contre Israël à partir du sud Liban.

En mai 1988, Amal réussit à liquider la présence politico-militaire du Hezbollah au sud. Celui-ci parvient par contre à rendre la gentillesse à son rival en lui faisant subir le même sort dans la banlieue sud de Beyrouth, deux mois plus tard.

En janvier 1989, la Syrie et l'Iran négocient pour protéger leurs alliés respectifs. On conclut à un accord partiel qui établit la position dominante de la Syrie au Liban, y compris face à ses alliés régionaux comme l'Iran. Amal y est consacré comme le mouvement dominant au sud. La Syrie est soucieuse de manifester son appui à la résolution 425 du conseil de sécurité de l'ONU, ce qui implique à court terme la cessation des opérations du Hezbollah contre Israël.

Entre-temps, depuis septembre 1988, le gouvernement libanais s'enfonce dans la paralysie. De nouvelles élections présidentielles doivent avoir lieu. Cette

fois, la Syrie est résolue à ne pas rater sa chance. Elle profite du fait que les États-Unis cherchent un accord avec Damas pour ouvrir la voie à un règlement de la crise libanaise, ce qui implique de reconnaître à la Syrie un rôle prépondérant au Liban. Après deux jours de négociations intenses, un accord semble être conclu pour que les divers partis endossent la candidature du député Mickael Daher, un maronite de Akkar, région limitrophe de la Syrie.

De son côté, l'establishment maronite refuse d'entériner ce choix. Le 22 septembre, à la dernière minute, le président Gémayel termine son mandat et après une rencontre avec le président syrien, accepte d'endosser le candidat américano-syrien. Mais le soir même, l'alliance entre les FL et le général Michel Aoun, commandant en chef de l'armée libanaise, impose au président la formation d'un nouveau gouvernement sous la présidence de Aoun. Les élections sont annulées et le Liban se retrouve avec deux gouvernements, mais sans président de la république.

La Syrie, l'OLP et le Liban

La Syrie a toujours refusé d'établir des relations diplomatiques avec le Liban. La raison, historique, est que la Syrie ne reconnaît pas l'existence institutionnalisée du Liban, imposée par les visées colonialistes de la France et de la Grande-Bretagne (accords Sikes-Picot, à la suite de la Première Guerre Mondiale). La géographie et l'histoire ont tissé entre les deux pays des relations économiques, sociales, familiales chargées... ainsi que de multiples conflits.

La stabilisation du régime syrien, depuis novembre 1971, sous la gouverne musclée du général Hafez El-Assad lui a permis de jouer un rôle accru sur la scène politique régionale marquée par la guerre de 1967, celle d'octobre 1973 et par le développement du nationalisme palestinien sous la direction de l'OLP.

En octobre 1973, la Syrie et l'Égypte ont réussi, pour la première fois, à faire bonne figure contre Israël, ce qui a contribué au prestige de Assad. Mais l'installation de l'OLP au Liban, après le «septembre noir» de 1970 en Jordanie, a fait du Liban un champ de bataille israélo-arabe. L'alliance entre l'OLP, le MNL et avec certains secteurs de l'establishment sunnite libanais, menaçait, au début de la guerre du Liban en 1975-76, de renverser l'ordre établi et par le même coup de renforcer l'indépendance du Liban face à la Syrie entre autres.

C'est cette menace qui a mené la Syrie à intervenir au Liban dès juin 1976. Ses buts: mettre au pas l'OLP, anéantir le MNL, quitte à en assassiner ses chefs comme Kamal Joumblat, renégocier le partage du pouvoir entre les divers establishments (y compris les maronites). Sur le plan régional, la Syrie s'est assurée d'être endossée par plusieurs pays arabes, ce qui fut fait une première fois au Caire en octobre 1976 lors d'une conférence au sommet des rois et des chefs d'États arabes.

Mais sur le terrain, les choses n'ont pas été si faciles. La place de la question palestinienne dans le monde arabe ainsi que la liberté dont l'OLP a pu jouir au Sud-Liban lui ont permis de développer des appareils para-Étatiques. L'expulsion de la Syrie des régions sous contrôle phalangiste durant l'été 1978 a mis fin au rêve de rétablir l'unité libanaise sous le contrôle syrien et a forcé Assad à raviver son alliance avec l'OLP et le MNL. Ce rapprochement s'avérait nécessaire puisqu'au même moment, l'Égypte sortait du camp arabe pour négocier les accords de Camp David avec Israël et les États-Unis (septembre 1978).

En mars 1979, la signature du traité de paix israélo-égyptien a pour effet de

renforcer l'indépendance de l'OLP. La Syrie a comme objectif principal l'isolement de l'Égypte et espérait occuper la position dominante au sein de tout nouveau «front de la fermeté et de confrontation» (Algérie, Lybie, OLP-Syrie).

En 1982, l'invasion du Liban par Israël change à nouveau les cartes. L'OLP se trouve en situation délicate. Ou bien elle accepte l'hégémonie syrienne, puisque ses forces, repliées dans la vallée de la Békaa et au nord, se trouvent de facto en territoire contrôlé par la Syrie. Ou bien elle garde à tout prix son indépendance politique et retrouve sa liberté d'action. Ce sera la choix ultimement accepté par la direction palestinienne.

Le Liban a été le lieu de confrontation privilégié entre la Syrie et les Palestiniens. Ceux-ci désiraient protéger leur proto-État, mais aussi disposer de leur liberté d'action sur la seule frontière ouverte sur Israël. Après l'invasion israélienne, la Syrie estime que le moment est idéal pour associer de gré ou de force l'OLP à sa politique d'équilibre stratégique avec Israël. Elle profite d'une dissidence palestinienne au sein du Fatah, lorsque plusieurs officiers du mouvement se rebellent contre Arafat, au printemps 1983 dans la Békaa libanaise sous contrôle syrien. Les Syriens se hâtent d'apporter tout leur soutien à ces dissidents dans le but d'affaiblir la direction palestinienne et ainsi réduire l'indépendance de l'OLP. Deux mois plus tard, les forces palestiniennes loyalistes sont expulsées de la Békaa vers Tripoli, perdant ainsi tout accès au sud. En juin 1983, Yasser Arafat lui-même est expulsé de Damas. Une épreuve de force s'ouvre, où l'enjeu n'est rien de moins que l'indépendance de l'OLP et la représentation du peuple palestinien.

Le jeu se joue à Tripoli. Contrairement à ce qui s'était passé dans la Békaa, les Palestiniens se trouvent en terrain ami, et plusieurs forces hostiles à la Syrie se retrouvent sur le terrain (déjà en juin 1981, les syriens avaient été expulsés de la ville, mais ils s'étaient repliés sur les environs pour en contrôler les accès).

Deuxième ville du Liban, Tripoli est à 80% sunnite. Historiquement, elle s'inscrit à titre de bastion nationaliste et progressiste. Mais un mouvement intégriste sunnite y prend racine à la fin des années 70, contestant l'hégémonie des partis de gauche: c'est le Mouvement d'Unification Islamique, qui bénéficie d'un fort appui de l'OLP. Le MUI finit par prendre le contrôle de la ville, et y instaure un ordre islamique après avoir expulsé, non seulement les Syriens, mais aussi les militants du Parti Communiste et du Parti Populaire Syrien (plusieurs d'entre eux sont froidement assassinés).

À la suite de ces événements, Arafat arrive clandestinement à Tripoli et prend la tête de ses troupes encerclées par la Syrie et certains groupes palestiniens pro-syriens. La Syrie bombarde sauvagement la ville et prétend que la bataille de Tripoli est un affrontement entre le PCL et le PPS d'une part, et le MUI et les loyalistes de Fatah d'autre part. Devant l'inégalité des forces, Arafat et ses fidèles doivent évacuer Tripoli. La Syrie prend alors le contrôle de la ville. Des centaines de Libanais quittent la ville, surtout les militants du MUI, mais aussi plusieurs centaines de militants syriens intégristes qui s'y étaient réfugiés dès février 1982, à la suite de l'écrasement de la révolte intégriste dans la ville syrienne de Hama.

L'OLP, en perdant militairement la bataille de Tripoli, remporte cependant la victoire sur le terrain politique. Les dissidents du Fatah, dont le prestigieux colonel Abu Moussa, commandant de la défense de Beyrouth en 1982, sont totalement discrédités et pris au piège syrien. Les palestiniens au Liban, mais aussi partout dans la diaspora et dans les territoires occupés, appuient massivement la direction d'Arafat. Même en Syrie, et en dépit de la répression, les palestiniens qui habitent les camps de réfugiés (à Yarmouk) manifestent leur appui à Arafat.

Les Syriens, bien sûr, reprennent le terrain perdu en 1981. Mais leur prétention d'intégrer l'OLP à leur stratégie vole en éclats. Quant aux forces libanaises en présence, en l'occurrence le PCL et le PPS, elles vont chèrement payer leur soutien aux Syriens. Elles apparaissent comme des pions syriens, y compris auprès de la population tripolitaine qui n'acceptera pas qu'elles aient défendu les actions de Damas.

Après avoir réglé le sort de Tripoli, la Syrie entreprend de continuer son offensive en se tournant vers Beyrouth. C'est là que d'importants camps palestiniens, surtout Bourj El-Barajneh et les tristement célèbres Sabra et Chatila, constituent toujours un territoire «hors contrôle» et cela, à la lisière de la zone contrôlée par Amal. Pour celui-ci, un territoire palestinien auto-gouverné est inacceptable. Il lui faut à tout prix garder le contrôle sur le sud.

La guerre des camps, intermittente de 1985 à 1988, sera l'un des épisodes les plus sordides des guerres du Liban. Amal avec la Syrie lance des assauts répétés et sauvages contre les camps, pour détruire toute l'infrastructure palestinienne. Même les dissidents palestiniens s'uniront au camp d'Arafat pour résister à cette attaque. En dépit de l'ultime victoire militaire de la Syrie et d'Amal, la politique palestinienne de la Syrie échoue lamentablement, poussant les Palestiniens à s'unifier davantage.

L'Intifada finira par régler, à sa manière, cette guerre des camps. Amal, très affaibli, profite du soulèvement palestinien pour annoncer une trêve, «en solidarité avec les Palestiniens». La Syrie fait de même. L'OLP quant à elle ne veut plus de cette guerre. Elle a d'autres chats à fouetter dans les territoires occupés. En janvier-mai 1988, un accord survient pour mettre fin aux combats. De facto, la Syrie, comme à Tripoli, prend le contrôle effectif des camps palestiniens. Mais ses alliés souffrent des conséquences de ces actes.

Les FL, pour leur part, ont pu nouer de bonnes relations avec l'OLP en facilitant le retour, via le port qu'elles contrôlent à Jounieh, de combattants palestiniens. Cet étrange retournement rapproche les ennemis d'hier, aujourd'hui alliés contre la Syrie et Amal.

Amal est le grand perdant, au moins 1.500 de ses combattants sont tués (beaucoup plus que les Palestiniens). En détournant ses efforts contre les Palestiniens, Amal perd aussi contre le Hezbollah. Beyrouth-Ouest sombre dans l'anarchie, au profit du Hezbollah qui, avec l'appui et l'encadrement des «pasdarans» iraniens, s'enracinent dans la banlieue sud.

Les alliés de Amal d'hier, surtout le PSP de Joumbat, s'en éloignent et se rangent du côté palestinien, en laissant, au plus fort de la guerre des camps, les canons palestiniens bombarder Beyrouth. Joumbat cherche délibérément à affaiblir Amal. En février 1987, avec l'appui du PCL et d'une partie du PPS, il réussit à éliminer, très temporairement, Amal de Beyrouth-Ouest, mais l'intervention syrienne replace Amal au contrôle. Cette date représente aussi le retour de l'Armée syrienne à Beyrouth-ouest.

L'impasse persiste

Le 15 février 1989, la guerre éclate à Beyrouth-Est, dans le camp chrétien. Les FL se trouvent confrontées à l'armée libanaise. Dans une réunion à Bherké, au siège du patriarcat maronite, les représentants des diverses forces libanaises entendent le général Michel Aoun les adjoindre d'accepter son leadership. Il pronon-

ce un réquisitoire d'une grande dureté contre les miliciens des FL, les accusant de constituer une « mafia fasciste » et les sommant de s'effacer devant sa propre autorité.²⁶ Il presse l'establishment maronite de choisir entre « l'État et le mini-État », en vue de régler une fois pour toutes la question de la coexistence entre les FL et l'armée libanaise, au profit de cette dernière.

Cet establishment semble s'incliner devant Aoun qui presse les FL de rentrer dans leurs casernes, de cesser leurs ponctions sur les secteurs les plus divers de l'économie et de placer le port de Beyrouth sous l'autorité de l'armée libanaise. Ces mesures, tout en affaiblissant les FL, ne règlent pas radicalement le conflit entre l'armée et les milices qui prétendent toutes les deux exercer leur souveraineté sur le « réduit chrétien ».

Le conflit ne peut être réduit à une affaire de gros sous et il survient dans une nouvelle conjoncture politique. D'une part, on assiste à un règlement, au moins temporaire, du conflit chi'ite, fin janvier 89.

D'autre part, la nouvelle politique de l'OLP (concernant le Liban) cherche à se désengager du conflit interne libanais. Cela se traduit dans la neutralité récente de l'OLP dans le conflit Amal-Hezbollah. La rencontre à Tunis, début février 89, entre Michel Aoun et Yasser Arafat amorce un rapprochement entre ces deux ennemis d'hier. Lors des travaux du comité arabe sur le Liban (février 89), l'OLP offre ses bons offices pour organiser une rencontre entre Aoun et Sélim Hoss, qui préside le gouvernement libanais reconnu par la Syrie. Enfin, lors de la visite en février 89 du ministre des affaires extérieures de l'Union Soviétique, plusieurs observent qu'implicitement, l'URSS exerce des pressions sur la Syrie pour faciliter un règlement, sinon de la crise libanaise dans sa globalité, au moins de l'impasse politique actuelle caractérisée par l'existence de deux gouvernements.

C'est dans ce contexte que le général Aoun espère forcer les FL à accepter son autorité dans toute la région est. À l'ouest cependant, les milices d'Amal et du PSP refusent de céder leur contrôle, entre autres sur les ports qu'ils détiennent et empêchent l'armée libanaise de se déployer à l'ouest.

La Syrie voit pour sa part d'un très mauvais oeil les développements en cours au niveau régional. Le nouveau bloc qui surgit dans le Maghreb (Maroc, Algérie, Lybie, Tunisie), le Conseil de Coopération Arabe (Irak, Jordanie, Égypte, Yémen du nord) isolent la Syrie. Pour répliquer, celle-ci encourage ses alliés libanais, druzes et chi'ites, à mettre en échec les manoeuvres politiques de Aoun et, par ricochet, les tentatives de médiation entreprises par le comité ministériel arabe sous l'égide du ministre des affaires extérieures du Koweït.

Pour mettre en évidence la rupture entre les deux secteurs de la capitale libanaise, des bombardements meurtriers ont lieu le 15 mars 89. Plus d'une centaine de personnes sont tuées et blessées, aussi bien à l'ouest qu'à l'est, presque tous des civils. À la suite de ces combats, les plus sanglants depuis février 1984 entre les deux secteurs, le général Aoun déclare la « guerre de libération nationale contre la Syrie » et exige le retrait des troupes syriennes du Liban.²⁷

26. *Le Monde*, 19.2.89.

27. *Le Monde*, 16.3.89.

La nouvelle guerre du Liban

Le 14 avril 1989, la guerre au Liban fête son quatorzième «anniversaire», marqué par une confrontation directe, politique et militaire entre l'armée libanaise dirigée par le général Michel Aoun et les troupes de Damas.

A l'ultimatum de Aoun, Damas répond par une pluie de bombes sur les régions contrôlées par l'armée libanaise et les FL. Les troupes syriennes n'y vont pas de main morte: des obus de 240 mm, particulièrement puissants et destructeurs, et même des obus de 250 mm pesant 450 kg, qui visent des objectifs économiques vitaux. Tout est nié. Le ministre syrien des affaires extérieures, Farouk El-Charek, déclare que son pays «n'est en rien concerné par les combats au Liban». A toutes fins pratiques, c'est une fin de non-recevoir face aux tentatives de négociation de Aoun qui, depuis le début des affrontements, cherche à dialoguer directement avec Damas, et considère la Syrie, à juste titre, comme le maître à bord dans l'offensive en cours. Il est clair que ni Amal ni le PSP n'ont actuellement assez d'autonomie politique à l'égard de Damas pour pouvoir déclencher une offensive de cette envergure sans le feu vert de la Syrie. Par contre, l'armée libanaise contrôlée par Aoun, ne s'est pas gênée pour répliquer aux bombardements syriens par de violents tirs sur Beyrouth-Ouest et les banlieues sud, frappant ainsi sauvagement la population civile. Même des hôpitaux (comme celui de l'Université américaine) ont été atteints.

L'affrontement actuel résulte des tentatives de Aoun pour s'imposer. On se souvient qu'à la mi-février 89, celui-ci tentait de mettre au pas les FL, puis d'élargir ce qu'il appelle la «zone se trouvant sous le contrôle de l'Etat». Ceci impliquait de prendre possession du 5ième bassin du port de Beyrouth, autrefois sous le contrôle des FL, et de fermer les autres (il y en a quatre: un à Salaata au nord du Liban, sous le contrôle de Soleiman Frangié, qui a accepté de le mettre sous contrôle de l'armée libanaise; deux autres au sud de Beyrouth sous le contrôle de Joumblat; et le dernier qui appartient à Amal).

Aoun voulait régler cette question le 8 mars. Mais Joumblat avait déjà annoncé son refus catégorique de considérer la demande de Aoun. Amal se confinait au mutisme et négociait l'intégration de 500 soldats de l'armée libanaise dans ses milices au sud au moment où il sentait la nécessité de renforcer ses positions face au Hezbollah. Au début des combats donc, alors que l'armée libanaise tente de fermer les ports hors de son contrôle, ce sont les milices du PSP qui font face à Aoun (Joumblat critique Amal pour sa «passivité»).

Aoun espérait élargir son pouvoir avant la réunion du Conseil des ministres de affaires extérieures de la Ligue Arabe, prévue pour la fin mars 89. Parallèlement, le Comité Arabe des «bons offices», présidé par le Koweït (constitué en décembre 88 par la Ligue Arabe), devait présenter ses recommandations. Il semble que ce comité était sur le point de présenter une proposition pour dénouer la crise, incluant entre autres la tenue de l'élection présidentielle. Cette proposition aurait reçu l'aval de la grande majorité des pays arabes, de la CEE et des deux super-puissances.

Dans ce contexte, la Syrie est menacée d'isolement et plus grave encore, de perdre son rôle central au Liban. En visite à Paris le 16 mars 89, El-Charek (ministre syrien des Affaires Étrangères) se fait menaçant: «Aoun se comporte comme un patron et il ne l'est pas».

Aussitôt les combats enclenchés, la Ligue Arabe offre sa médiation pour la négociation d'un cessez-le-feu. Mais la Syrie refuse mordicus de négocier, affir-

mant ne pas être impliquée. Pendant ce temps, la guerre fait des centaines de morts et de blessés, en grande majorité des civils. Les belligérants, Syriens comme Libanais, ne discriminent pas quand il s'agit de bombarder des cibles civiles. Les destructions sont énormes, le pays s'enfoncé encore plus, toujours plus...

En guise de conclusion

Sept ans après l'invasion israélienne du Liban, le paysage politico-stratégique a beaucoup changé au pays des Cèdres. Les transformations ont affecté tous les niveaux; international, régional et local.

Au niveau international, les États-Unis ne cherchent plus seulement à «contenir» l'«empire du mal». Les deux super-puissances se trouvent plutôt dans une situation de détente. Il y a eu l'accord sur les missiles intermédiaires, longtemps négocié et finalement conclu en décembre 1987. Accord aussi pour le règlement de plusieurs conflits régionaux: en Afrique australe, en Afghanistan, etc. La confrontation n'est plus l'aspect principal de la relation soviéto-américaine. Cette détente diplomatique est renforcée par un accord (mars 1989) sur les investissements américains en URSS (co-signé par une soixantaine de firmes américaines).

Tout cela laisse entrevoir, sinon une paix durable, du moins une détente prolongée.

Concernant leur politique proche-orientale, les deux super-puissances ont soutenu ensemble la résolution 598 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, qui constitue la base du cessez-le-feu en cours depuis le 19 juillet 1988 entre l'Irak et l'Irak. Les États-Unis ont noué des contacts officiels, depuis le 14 décembre 1988, avec l'OLP. Pour sa part, depuis deux ans environ, l'URSS a multiplié les contacts avec Israël à différents niveaux. Ce déblocage n'a pas donné des résultats concrets concernant le conflit israélo-arabe.

Au niveau régional, l'Irak a fini par accepter le cessez-le-feu en juillet 1988. Ce faisant, le régime iranien a dû reconnaître l'échec de sa stratégie vis-à-vis de l'Irak. A court terme, toute perspective de renversement de Saddam Hussein et de création d'une république islamique en Irak est remise sine die. Ainsi, l'Irak ne pourra occuper l'espace politique prééminent qu'elle occupait au temps du Shah.

L'Irak sort renforcée de cette guerre. Sa puissante armée, forte de 45 bataillons, est beaucoup plus forte qu'avant la guerre. La révolution chi'ite n'a pas eu lieu, les chi'ites irakiens (plus de 50% de la population) n'ayant pas répondu à l'appel de Khomeiny. Le même phénomène s'est d'ailleurs produit du côté iranien. La minorité arabe sunnite s'est rangée derrière le régime iranien. L'appartenance nationale a pris le dessus sur l'appartenance communautaire. Conclusion, l'Irak devient une puissance régionale non négligeable. Les monarchies pétrolières se trouvent les premières concernées par cette puissance. La Syrie l'est autant, ne serait-ce que pour la simple raison que l'Irak, aujourd'hui, a les coudées franches pour activer son rôle et son opposition à la Syrie sur la scène arabe. La formation, fin février 1989, du Conseil de Coopération Arabe (avec l'Irak, la Jordanie, la République Arabe du Yémen et l'Égypte) a été perçue par Damas comme une démarche dirigée contre la Syrie. De toute façon, cet organisme régional et celui regroupant les pays arabes de l'Afrique du Nord, avec en plus le Conseil de Coopération du Golfe, formé sous l'influence de l'Arabie Saoudite, réduisent l'es-

pace de manoeuvre du régime de Damas. Ainsi, la Syrie a fini par accepter la réintégration de l'Égypte au sein de la Ligue Arabe lors du sommet arabe de Casablanca en mai 89.

Cela n'empêche pas, et n'a pas empêché le Caire de jouer un rôle de plus en plus important au sein du groupe arabe depuis 1983, en apportant son soutien à l'OLP contre la Syrie (guerre de Tripoli), en soutenant activement l'Irak dans la guerre contre l'Iran. Ainsi, l'Égypte reprend à nouveau un rôle important au sein du monde arabe, tout en respectant (au minimum il est vrai) le traité de paix avec Israël. Ce qui lui donne un avantage stratégique. L'Égypte est le seul acteur au Proche-Orient qui a des relations officielles avec Israël tout en continuant d'être partie prenante du conflit. Ce n'est donc pas un hasard si le ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Shévarnadzé a fait du Caire le lieu privilégié de sa tournée proche-orientale en février 1989, au lendemain du retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan. C'est dans la capitale égyptienne que le ministre soviétique a prononcé une conférence sur la nouvelle politique de Moscou dans cette partie du monde, une politique d'ouverture à toutes les parties prenantes du conflit. Ainsi, Moshe Arens, ministre israélien des affaires étrangères et Yasser Arafat, président de la Palestine indépendante depuis avril 1989, ont tous deux été reçus au Caire, par Shévarnadzé, à quelques heures d'intervalle et dans la même pièce. Ce dernier a aussi été le seul à réaliser l'exploit de se rendre simultanément en Iran et en Irak et à avoir le privilège d'une séance avec Khomeiny.

C'est plus ou moins dans ce contexte qu'a éclaté le soulèvement populaire palestinien en Cisjordanie et à Gaza. L'Intifada a renforcé la légitimité de l'OLP et lui a permis d'adopter ouvertement le principe de la coexistence de deux États en Palestine, Israël et la Palestine. Le discours de Arafat à Genève le 14 décembre 1988 devant l'Assemblée générale de l'ONU a explicité ce choix, déjà adopté en novembre 88 à Alger lors de la réunion du CNP, qui proclamait l'État indépendant de Palestine. Les États-Unis, à la suite de tous ces changements, ont fini par nouer des contacts officiels avec l'OLP, malgré l'opposition d'Israël. Le poids de l'OLP s'en trouve accru, autant sur le territoire palestinien que sur le plan régional et international. Depuis juillet 1988, le roi Hussein ne lui dispute plus la Cisjordanie. La Syrie est encore moins en mesure de la faire.

Dans tout cela, la Syrie ne trouve pas son compte. Son allié iranien est affaibli. Son frère ennemi irakien se trouve renforcé. L'Égypte est de retour sur la scène politique arabe. La question palestinienne, que Damas espérait contrôler par le Liban interposé, lui échappe complètement.

Dans ce contexte (janvier 1989), le Conseil Ministériel de la Ligue Arabe a créé un comité chargé de trouver une solution à la crise libanaise, considérée par Damas comme sa chasse gardée. La revendication de la souveraineté nationale libanaise par le général Aoun élimine le rôle des milices. A la limite, la Syrie est prête à accepter les milices qui lui sont opposées, mais pas un pouvoir central fort. C'est fondamentalement cela qui a provoqué le conflit le plus violent qu'ait connu le Liban depuis 1982. Ainsi, le général Aoun devient la bête noire de la Syrie.

Le Comité de la Ligue Arabe a fini par se ranger derrière la Syrie. Il a appelé à un cessez-le-feu entre les milices libanaises et l'armée, rejetant la demande de Aoun d'un cessez-le-feu négocié entre la Syrie et le Liban. Au Liban aujourd'hui, la Syrie est la puissance dominante. Elle contrôle 65% du territoire libanais, a tissé des réseaux de sécurité où la plupart des milices se trouvent dépendantes de son bon vouloir. Le Liban, c'est tout ce qui «reste» à la Syrie, face à Israël, face à l'OLP, face à l'Europe, face aux deux super-puissances.

La politique syrienne au Liban, énoncée dans l'Accord Tripartite avorté, a été confirmée une fois de plus dans le discours du président syrien le 8 mars dernier. «La «Syrie demeurera aux côtés du Liban en toutes circonstances» a-t-il affirmé, ajoutant que «les peuples libanais et syrien ne sont qu'un». Cette «unité» des deux peuples exige donc la même politique: celle de la Syrie.

Et voilà que le général Aoun traite la Syrie d'«État terroriste» et déclenche sa guerre de «libération nationale» contre elle. Il ne fait pas de doute que Aoun incarne les rêves d'indépendance réelle de beaucoup de Libanais, de tous les horizons politiques. Il capitalise aussi sur le ras-le-bol généralisé de la population libanaise à l'égard de toutes les milices.

La Syrie et le général Aoun se trouvent dans la même conjoncture. Ceux qui s'opposent à la Syrie, Irak en tête, soutiennent Aoun, face à l'Iran qui soutient Damas. Cependant, le général ne peut compter sur l'appui israélien comme c'était le cas en 1982 lors de l'alliance Israël-FL. Israël est confronté à l'Intifada et à une situation politique intérieure peu confortable. Le gouvernement d'unité nationale ou plutôt de «paralysie nationale» comme le disent beaucoup d'Israéliens, est loin d'être capable d'intervenir avec force et cohérence, même si cela ne veut pas dire qu'il est indifférent à la crise libanaise.

Dans sa publication du 29 mars 1989, le *Jérusalem Post* rapporte les propos tenus par le ministre israélien de la défense, M. Rabin, qui s'affirme «satisfait de voir la Syrie s'enfoncer de plus en plus dans le conflit libanais». Il espère même que la crise puisse aller jusqu'à une «confrontation directe avec la Syrie et l'Irak». Il affirme par ailleurs que la «ligne rouge» établie par Israël depuis l'entrée des troupes syriennes au Liban est toujours respectée, ce qui implique que les Syriens ne peuvent envoyer leurs troupes au sud du Litani, ni introduire certains types d'armes au Liban, en particulier les missiles anti-aériens et les avions de combat.

Cela en dit long sur le chemin parcouru par Israël depuis 1982. Mais aussi, il ne faudrait pas l'oublier, l'armée israélienne continue d'occuper une partie du sud Liban et conserve donc toujours son mot à dire en ce qui concerne le règlement au Liban, comme l'a confirmé Uri Lubrani, lors des élections présidentielles manquées au Liban en septembre 1988.

Dans ce contexte, peut-on espérer un règlement au Liban?

Il ne fait pas de doute que les guerres du Liban et au Liban finiront un jour. Le général Aoun, en déclarant la guerre à la Syrie, voulait peut-être hâter les choses. Il voulait s'assurer que «Le Liban ne sera pas gouverné de Damas ni contre la Syrie». Une autre erreur, ou manque de tact politique, a été de ne pas revendiquer en premier lieu haut et fort le retrait des troupes israéliennes du Liban, surtout pour des raisons politiques internes libanaises et arabes. D'autre part, le général aurait dû (et c'est facile à dire de loin) proposer un projet de réformes du système politique libanais qui aurait donné un peu plus de satisfaction et de sécurité à des secteurs importants de la population libanaise. Ce qui aurait élargi considérablement sa base de soutien active dans sa guerre de libération nationale contre Israël et la Syrie.

Mais surtout et enfin, l'armée libanaise installée à Beyrouth-Est, en bombardant la partie ouest et les banlieues sud de la ville, où stationnent des troupes syriennes, s'est trouvée en pratique à prendre les populations de l'ouest et du sud en otage, de la même façon que ceux que Aoun et son armée prétendent combattre, à savoir l'armée syrienne. La guerre de libération nationale contre la Syrie est tristement devenue une agression contre toute une partie de la population libanaise.

se. On comprend donc pourquoi celle-ci demeure sceptique face à la libération qu'on lui propose. Touchée par les bombardements de l'Armée libanaise, cette population de Beyrouth ouest se trouve sous la pression constante des troupes de Damas. Néanmoins, la guerre de libération déclenchée par le général Aoun montre que la Syrie est radicalement opposée à tout règlement de l'aspect interne du conflit libanais en dehors de son contrôle. En fait, sans l'intervention massive syrienne, le général Aoun aurait été en mesure de mettre au pas toutes les milices libanaises. Mais le vaillant général s'est trouvé face à un consensus international qui, malgré ses proclamations de foi mille fois répétées (respect de l'intégrité territoriale du Liban) considère le Liban comme un otage du conflit israélo-arabe.

Donc, en raison des ramifications régionales et internationales, il n'y aura pas de règlement durable des conflits libanais en dehors d'un processus de paix régional, garanti internationalement, en bref, une conférence internationale qui mettrait fin à l'ensemble des conflits proche-orientaux, en particulier, le conflit israélo-palestinien et le conflit israélo-arabe.

Autrement, les Libanais et les Palestiniens restent exposés à la soumission, la mort ou l'exil, ou encore, à la violence de leur désespoir.

ANNEXE I

DECLARATION FINALE DU XII^e SOMMET DE LA LIGUE DES ETATS ARABES

Fès, 9 septembre 1982

Le sommet a adopté les principes suivants.

1. Le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967, y compris AI QODS arabe.
2. Le démantèlement des colonies installées après 1967 par Israël sur les territoires arabes occupés.
3. La garantie de la liberté de confession et du culte pour toutes les religions dans les Lieux saints.
4. La réaffirmation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'exercice de ses droits nationaux imprescriptibles et inaliénables sous la conduite de l'Organisation de Libération de la Palestine, son représentant unique et légitime, les Palestiniens ne désirant pas rentrer dans leur pays devant être dédommagés.
5. Le placement de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sous le contrôle des Nations-Unies, pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois.
6. La création d'un État palestinien indépendant ayant AI QODS pour capitale.
7. La détermination par le Conseil de Sécurité de garanties de paix entre tous les États de la région y compris l'État palestinien indépendant.
8. La garantie par le Conseil de Sécurité de la mise en oeuvre de ces principes.

ANNEXE II

DECLARATION DE L. BREJNEV SUR LE PROCHE-ORIENT (Extraits)

Moscou, 16 septembre 1982

Nous sommes profondément convaincus qu'une paix juste et durable au Proche-Orient peut et doit se fonder sur les principes suivants qui correspondent tant aux normes élémentaires du Droit international qu'aux décisions concrètes du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU se rapportant au problème en question.

1. Il convient de respecter strictement le principe de l'inadmissibilité de la conquête des terres d'autrui au moyen de l'agression. Cela signifie qu'il faut restituer aux Arabes tous les territoires occupés par Israël depuis 1967: les hauteurs du Golan, la Cisjordanie et le secteur de Gaza, les terres libanaises; les frontières entre Israël et ses voisins arabes doivent être proclamées immuables.
2. Il faut assurer en pratique le droit inaliénable du peuple arabe palestinien à disposer de lui-même, à créer son propre État indépendant sur les terres palestiniennes qui seront affranchies de l'occupation israélienne, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les réfugiés palestiniens doivent avoir la possibilité, comme le prévoient les décisions de l'ONU, de regagner leurs foyers ou d'obtenir une compensation pour les biens qu'ils auront abandonnés.
3. Il faut restituer aux Arabes et en faire partie intégrante de l'État palestinien la partie est de Jérusalem qui fut occupée par Israël en 1967 et où se situe l'un des principaux lieux sacrés des musulmans. Dans tout Jérusalem, il faut assurer le libre accès des croyants aux lieux sacrés des trois religions.
4. Il faut assurer le droit de tous les États de la région à une existence et à un développement dans la sécurité et l'indépendance, bien entendu en respectant l'entière réciprocité, car on ne peut pas assurer la sécurité des uns tout en méprisant celles des autres.
5. Il faut cesser l'état de guerre et établir la paix entre les États arabes et Israël. Cela signifie que toutes les parties participant au conflit, y compris Israël et l'état palestinien, doivent s'engager à respecter réciproquement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des autres, à résoudre les différends par des moyens pacifiques, à l'aide des négociations.
6. Il faut élaborer et adopter des garanties internationales de règlement; pourraient assumer, par exemple, le rôle de garants, les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU ou le Conseil de sécurité dans son ensemble. Ce règlement global, réellement juste et véritablement durable, peut être élaboré et réalisé seulement dans la voie des efforts collectifs avec la participation de toutes les parties intéressées, parmi lesquelles, bien sûr, doivent figurer obligatoirement l'OLP, unique représentant légal du peuple arabe palestinien. C'est justement cette voie de règlement qui est prévue dans notre proposition de convoquer une conférence internationale sur le Proche-Orient, qui a été largement soutenue, notamment par le Yemen démocratique...

ANNEXE III

RESOLUTION 242 (CONSEIL DE SECURITE)

Elle est votée à l'initiative de la Grande-Bretagne le 22 novembre 1967. Elle «affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants:

- retrait des forces armées israéliennes (de ou des selon les versions anglaises ou françaises) *des* territoires occupés lors du récent conflit;
- cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force»;
- il est question de régler le problème des réfugiés palestiniens.

ANNEXE IV

RESOLUTION 425 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS-UNIES**19 mars 1978**

Le Conseil de Sécurité, prenant note des lettres du représentant du Liban et du représentant permanent d'Israël, ayant entendu leurs déclarations, gravement préoccupé par la détérioration de la situation du Moyen-Orient et ses conséquences pour la maintien de la paix internationale, convaincu que la présente situation entrave l'instauration d'une juste paix au Proche-Orient:

1. Demande que soient strictement respectées l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues;
2. Demande à Israël de cesser immédiatement son action militaire contre l'intégrité territoriale du Liban, et de retirer sans délai ses forces de tout le territoire libanais;
3. Décide, compte tenu de la demande du Gouvernement libanais d'établir immédiatement sous son autorité une Force intérimaire des Nations-Unies pour le Liban-Sud aux fins de confirmer le retrait des forces israéliennes, de rétablir la paix et la sécurité internationales, et d'aider le Gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région, cette force étant composée de personnels fournis par les États membres de l'organisation des Nations-Unies;
4. Prie le secrétaire général de lui faire rapport dans les vingt-quatre heures sur l'application de la présente résolution.

ANNEXE V

RESOLUTIONS 508 ET 509 DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU

5 et 6 juin 1982

Resolution 508

Le Conseil de Sécurité,

Rappelant les résolutions 425 (1978) et 426 (1978) du Conseil de Sécurité, ainsi que ses résolutions ultérieures, et plus particulièrement la résolution 501 (1982),

Prenant note des lettres du représentant permanent du Liban en date du 4 Juin 1982 (S/15161 et S/15162),

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation actuelle du Liban et dans la zone frontalière libano-israélienne et par ses conséquences pour la paix et la sécurité dans la région,

Gravement préoccupé par la violation de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté du Liban,

Réaffirmant et appuyant la déclaration faite par la président et les membres du Conseil de Sécurité le 4 Juin 1982 (S/15163), ainsi que l'appel urgent lancé par le secrétaire général le 4 Juin 1982,

Prenant note du rapport du secrétaire général,

1. Engage toutes les parties au conflit à cesser immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban et de part et d'autre de la frontière libano-israélienne, et au plus tard le Dimanche 6 Juin 1982 à 6 heures (heure locale);
2. Prie tous les États membres qui sont en mesure de le faire d'user de leur influence auprès des intéressés afin que la cessation des hostilités déclarée par la résolution 490 (1981) du Conseil de Sécurité puisse être respectée.
3. Prie le secrétaire général de tout mettre en oeuvre pour assurer l'application et le respect de la présente résolution et de faire rapport au Conseil de Sécurité dès que possible; et au plus tard quarante-huit heures après l'adoption de la présente résolution.

Resolution 509

Le Conseil de Sécurité,

Rappelant ses résolutions 425 (1978) du 19 Mars 1978 et 508 (1982) du 5 Juin 1982,

Profondément préoccupé par la situation décrite par la secrétaire général dans son rapport au Conseil,

Réaffirmant la nécessité de respecter strictement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues,

1. Exige qu'Israël retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban;
2. Exige que toutes les parties se conforment rigoureusement aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 508 (1982) qui les engageait à cesser immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban et de part et d'autre de la frontière libano-israélienne;

3. Demande à toutes les parties d'aviser le secrétaire général de leur acceptation de la présente résolution dans les 24 heures;
4. Décide de demeurer saisi de la question.

ANNEXE VI

PROJET DE RESOLUTION REVISE DEPOSE PAR LA FRANCE (CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU - 26 Juin 1982) (VETO DES ETATS-UNIS)

Le Conseil de Sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 508 (1982) et 509 (1982),

Réaffirmant également sa résolution 512 (1982) qui enjoint notamment à toutes les parties au conflit de respecter les droits des populations civiles,

Gravement préoccupé par la constante détérioration de la situation au Liban, découlant de la violation de la souveraineté, de l'intégrité, de l'indépendance et de l'unité de ce pays,

Profondément inquiet des dangers d'une extension des combats à l'intérieur de Beyrouth, sa capitale,

1. Exige que toutes les parties observent une cessation immédiate des hostilités dans l'ensemble du Liban;
2. Exige le retrait immédiat des forces israéliennes engagées autour de Beyrouth, sur une distance de 10 km à partir de la périphérie de cette ville, à titre de premier pas vers le retrait total des forces armées palestiniennes de Beyrouth, qui se replieront dans les camps existants;
3. Appuie tous les efforts du Gouvernement libanais tendant à assurer la souveraineté libanaise sur l'ensemble du territoire ainsi que l'intégrité et l'indépendance du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues;
4. Demande à tous les éléments armés dans la région de Beyrouth de respecter la seule autorité du Gouvernement du Liban et de se conformer à ses directives;
5. Appuie le Gouvernement libanais dans sa volonté de reprendre le contrôle exclusif de sa capitale et à cette fin de mettre en place à Beyrouth ses forces armées qui prendront position à l'intérieur de Beyrouth et s'interposeront à sa périphérie;
6. Prie le secrétaire général, à titre de mesure immédiate, de mettre en place en accord avec le Gouvernement libanais des observateurs militaires des Nations-Unies chargés de surveiller le cessez-le-feu et le désengagement à Beyrouth et autour de Beyrouth;
7. Demande, en outre, au secrétaire général d'étudier toute demande du Gouvernement libanais pour la mise en place d'une force des Nations-Unies qui pourrait, dans le cadre de la mise en oeuvre des paragraphes ci-dessus, prendre position aux côtés des forces libanaises d'interposition, ou pour l'utilisation des forces dont les Nations-Unies disposent dans la région;
8. Prie le secrétaire général de faire rapport au Conseil de manière urgente et suivie au plus tard le 1er Juillet 1982 sur l'état de l'application de la présente résolution ainsi que des résolutions 508 (1982), 509 (1982) et 512 (1982);
9. Prie tous les États membres de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations-Unies à l'application de la présente résolution;

10. Décide de demeurer saisi de la question.

ANNEXE VII

DISCOURS DU PRESIDENT RONALD REAGAN (Extraits)

Burbank, 1er Septembre 1982

Mais la situation du Liban n'est qu'un élément dans un problème d'ensemble; celui que pose le conflit du Moyen-Orient. Ainsi, au cours des deux dernières semaines, alors que les événements de Beyrouth avaient la vedette, à la première page des journaux, les Etats-Unis se livraient à des efforts discrets en coulisses pour préparer le terrain en vue d'un règlement de paix plus vaste dans cette partie du monde. Pour une fois, il n'y a pas eu de fuites prématurées pendant le va-et-vient de la mission diplomatique américaine entre les capitales du Moyen-Orient et les entrevues que j'avais ici même, aux Etats-Unis, avec un grand nombre d'experts les plus divers, pour esquisser une initiative de paix américaine, en faveur de ces peuples, tant arabe qu'israélien, si éprouvés et depuis si longtemps. Il m'a semblé que l'accord intervenu au Liban nous fournissait l'occasion de nous livrer à un effort de paix plus ambitieux dans la région, et j'étais déterminé à saisir ce moment. Comme le dit l'Écriture, le temps était venu «rechercher ce qui contribue à la paix». Ce soir, je souhaite vous rendre compte des démarches que nous avons faites et des perspectives qui peuvent s'ouvrir quant à une paix juste et durable au Moyen-Orient...

Nous avons pris des engagements irréversibles quant à la survie et à l'intégrité territoriale des Etats amis. Nous ne pouvons non plus ignorer le fait que la bonne santé d'une grande partie de l'économie mondiale dépend de la stabilité de ce Moyen-Orient déchiré par les affrontements...

Quand notre Gouvernement a pris ses fonctions, en Janvier 1981, j'avais décidé que notre action politique au Moyen-Orient suivrait dans l'ensemble les lignes directives établies par mes prédécesseurs. Il nous fallait faire face à deux problèmes fondamentaux:

– premièrement la menace stratégique que font peser sur toute la région l'URSS et ses séides. Ce qu'illustre, mieux que tout autre exemple, la guerre brutale dont l'Afghanistan est le théâtre;

– deuxièmement, le processus de paix entre Israël et ses voisins arabes. En ce qui concerne la menace soviétique, nous avons accentué nos efforts en vue d'élaborer avec nos amis et alliés une politique commune destinée à dissuader les Soviétiques et leurs affidés de poursuivre leur expansion dans la région, voire à défendre cette partie du monde, en cas de besoin, contre de tels agresseurs. Quant au conflit israélo-arabe nous avons considéré que le cadre des accords de Camp David, pris dans leur ensemble, nous offrait le seul moyen de faire avancer les choses. Nous avons également reconnu, néanmoins, qu'une solution du conflit israélo-arabe ne pouvait, en soi, ni d'elle-même, assurer la paix dans toute une région aussi vaste et troublée que le Moyen-Orient...

Pendant toute cette période de négociations prolongées et difficiles, nous n'avons jamais perdu de vue la phase suivante du processus de Camp David: les pourparlers sur l'autonomie, destinés à ouvrir une voie qui permettrait au peuple palestinien d'exercer ses droits légitimes. Pourtant, en raison du tragique assassinat du président Sadate, et par suite d'autres crises survenues dans cette région, il nous a fallu attendre le mois de Janvier 1982 pour être à même d'entreprendre un nouvel effort en vue de la reprise de ces pourparlers. M. Haig, alors secrétaire d'Etat, et l'ambassadeur Fairbanks ont effectué cette année trois voyages en Israël, après le mois d'Avril...

L'évacuation de Beyrouth par l'OLP est maintenant terminée et nous pouvons désormais aider les libanais à reconstruire leur pays ravagé par la guerre. Nous devons

à nous-mêmes et à la postérité d'agir vite pour profiter de ce qui vient d'être fait. Tous nos espoirs de paix dans la région exigent que le Liban retrouve sa vie et sa stabilité...

En même temps que nous aidons à la reconstruction du Liban, nous devons aussi faire en sorte de déraciner les causes profondes du conflit qui oppose les Arabes et les Israéliens.

La guerre au Liban a été très révélatrice mais deux de ses conséquences revêtent une importance cruciale pour le processus de paix. Tout d'abord, les pertes militaires subies par l'OLP n'ont pas diminué le désir du peuple palestinien d'aboutir à une solution juste, qui satisfasse leurs aspirations; et, en second lieu, si les succès militaires remportés par Israël au Liban ont prouvé la suprématie locale de ses forces armées, il n'en reste pas moins que celle-ci ne peut instaurer, à elle seule, une paix juste et durable entre Israël et ses voisins.

La question est maintenant de savoir comment concilier les préoccupations légitimes d'Israël concernant sa sécurité et les droits non moins légitimes des Palestiniens...

J'en appelle à Israël pour qu'il reconnaisse explicitement que la sécurité à laquelle il aspire ne peut être obtenue si ce n'est pas le biais d'une paix véritable, une paix qui exige à la fois magnanimité, prévoyance et courage. Je demande au peuple palestinien d'accepter le fait que ses propres actions politiques sont inextricablement liées à la reconnaissance du droit d'Israël à un avenir sûr. J'invite instamment les pays arabes à admettre la réalité de l'existence d'Israël, et à reconnaître que la paix et la justice ne peuvent voir le jour qu'à l'issue de négociations sans doute difficiles mais directes et honnêtes. Tout en faisant mes recommandations aux autres, je reconnais la responsabilité toute particulière qu'assument les Etats-Unis dans ce domaine. Aucune autre nation n'est en mesure de traiter avec les principales parties en conflit, dans un tel esprit de confiance et de bonne foi...

Israël a le droit d'exister en paix derrière des frontières sûres et défendables; enfin, il a le droit de demander à ses voisins de reconnaître cet état de fait...

Les Palestiniens sont intimement convaincus que la cause qu'ils défendent dépasse de loin le problème des réfugiés. Je n'en disconviens pas...

Voyons spécifiquement quelles sont les nouvelles options des Etats-Unis et pourquoi nous les avons adoptées. Lors des pourparlers de Camp David, Israël et l'Egypte ont pu exprimer librement leurs points de vue respectifs quant aux résultats que l'on pouvait attendre des négociations. Bien entendu, leurs opinions différaient sur nombre de points. Les Etats-Unis ont alors essayé de jouer le rôle de médiateurs; nous avons évité de faire des déclarations publiques sur les problèmes clefs. Nous avons toujours pensé – et nous continuons de penser – qu'un accord conclu volontairement entre les parties les plus directement impliquées dans le conflit serait seul susceptible d'aboutir à une solution durable. Mais je me suis rendu compte qu'il est nécessaire pour les Etats-Unis de définir plus clairement leurs positions face aux questions essentielles s'ils veulent encourager des adhésions au processus de paix.

Tout d'abord, comme il est indiqué dans les accords de Camp David, les Palestiniens habitant en Cisjordanie et à Gaza devront bénéficier pendant une période déterminée, d'une totale autonomie pour régler leurs propres affaires. Le principe de l'autogouvernement des habitants des territoires visés sera pris en considération comme il convient, de même que le besoin légitime de sécurité par les parties concernées. Cette période transitoire de cinq ans, qui débiterait après l'élection libre d'une autorité palestinienne autogestionnaire (self-governing), a pour objet de prouver aux Palestiniens qu'ils peuvent diriger leurs propres affaires en toute autonomie et que celle-ci ne menace en rien la sécurité d'Israël. Les Etats-Unis désapprouveront toute implantation sur de nouvelles terres, pendant la période de transition. En fait, l'adoption immédiate par Israël d'une mesure visant à geler l'implantation d'Israéliens dans cette région, serait le meilleur moyen de créer un climat de confiance capable d'inciter un nombre croissant de pays à participer aux pourparlers. La poursuite des implantations n'est nullement nécessaire à la sécurité d'Israël mais ne fait au contraire que miner le

confiance des Arabes en la possibilité d'un règlement final, librement et loyalement négocié. Je tiens à ce que l'on comprenne clairement l'attitude des Etats-Unis: cette période de transition est destinée à permettre que la passation des pouvoirs internes, des Israéliens aux habitants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, se fasse dans l'ordre et la paix. Par ailleurs, ce transfert ne doit pas porter atteinte aux besoins d'Israël en matière de sécurité.

Si l'on considère la rive occidentale du Jourdain et de Gaza après la période de transition, il est clair à mes yeux qu'on ne pourra aboutir à la paix en créant un État palestinien indépendant sur ces territoires. On ne peut pas non plus concevoir une paix reposant sur un droit de souveraineté ou une domination permanente d'Israël sur la Cisjordanie et Gaza. Les États-Unis ne soutiendront donc ni l'instauration d'un État palestinien indépendant dans cette région, ni une initiative de la part d'Israël visant à l'annexion de cette zone ou à l'exercice d'une domination permanente sur celle-ci. Cependant, il existe une solution qui peut mener à la paix. L'élaboration d'un statut définitif de ces territoires devra se faire, bien sûr, par le jeu des compromis au cours des négociations... Mais les Etats-Unis sont fermement convaincus que la meilleure chance de parvenir à une paix stable, durable et juste est d'instaurer un autogouvernement des Palestiniens de la rive occidentale du Jourdain et du secteur de Gaza, en association avec la Jordanie. Notre attitude repose carrément sur le principe que le conflit israélo-arabe devra être résolu par des négociations portant sur un troc: des territoires en échange de la paix. C'est ce que contient la résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, cette dernière étant elle-même partie intégrante des accords de Camp David. La résolution 242 de l'ONU reste la pierre angulaire des efforts accomplis par l'Amérique en faveur de l'instauration de la paix au Moyen-Orient. Les Etats-Unis affirment que –si la paix est à ce prix– l'idée d'un retrait, continue dans la résolution 242, devra s'appliquer à tous les fronts, y compris la Cisjordanie et Gaza. Au moment de la négociation sur le tracé de la frontière entre la Cisjordanie et Israël, nous apprécierons dans quelle mesure on pourra demander à ce dernier de renoncer à des territoires, compte tenu des perspectives de paix véritable et de normalisation ainsi que des accords de sécurité proposés en retour. Enfin, nous demeurons convaincus que Jérusalem doit demeurer indivisible, mais que son statut définitif devra être terminé par la voie des négociations. Lors des pourparlers à venir, nous soutiendrons les positions qui nous paraîtront représenter des compromis équitables et raisonnables susceptibles de promouvoir un accord sain. Nous soumettrons également des propositions détaillées quand cela nous semblera utile. Et, ne vous y trompez pas, les Etats-Unis s'opposeront à toute proposition –quelles que soient les parties dont elle émane ou le stade des négociations– qui menacerait la sécurité d'Israël. La volonté des États-Unis d'assurer la sécurité d'Israël demeure inébranlable, et je tiens à le dire, cette volonté est aussi la mienne.

Au cours de ces derniers jours, nos ambassadeurs en Israël, en Egypte, en Jordanie et en Arabie saoudite ont présenté aux gouvernements de ces pays le détail complet des propositions dont je viens de vous tracer les grandes lignes. Je suis convaincu que ces propositions peuvent instaurer la justice, la sécurité et une paix durable entre Israël et les pays arabes.

Les Etats-Unis défendront ces principes de tout leur coeur. Ceux-ci sont tout à fait compatibles avec les exigences de sécurité d'Israël et avec les aspirations des Palestiniens. Nous essaierons de toutes nos forces d'élargir la liste des participants appelés à s'asseoir autour de la table des négociations de paix, comme le prévoyaient les accords de Camp David. Et je souhaite avec ferveur que les Palestiniens et la Jordanie, avec les soutiens des gouvernements arabes, saisissent cette occasion...

ANNEXE VIII

**PLAN HABIB
(SELON UNE ÉMISSION DE LA RADIO D'ÉTAT LIBANAISE)****Beyrouth, 19 août 1982
(Source: Le Monde)**

1. Cessation totale des hostilités.
2. L'évacuation de Beyrouth se fera pacifiquement et suivant un calendrier précis.
3. La Force internationale d'interposition supervisera l'évacuation.
4. Les Palestiniens non combattants qui demeureront au Liban seront soumis à la législation libanaise.
5. La Force internationale se déploiera le jour du début de l'évacuation afin d'assurer la sécurité des Palestiniens et des Libanais résidant à Beyrouth-Ouest et de secourir l'Etat libanais. Cette force sera composée de huit cents Français, huit cents Américains et de quatre cents Italiens. Trois mille soldats libanais collaboreront avec cette force.
6. La mission de cette force prendra fin si l'une des clauses de ce plan n'est pas respectée.
7. Le mandat de cette force est d'un mois, renouvelable à la demande de l'Etat libanais en cas de nécessité.
8. La Croix-Rouge apportera son concours à l'opération de l'évacuation.
9. L'évacuation se fera par mer à partir du port de Beyrouth, par voie aérienne vers Chypre, et enfin par voie terrestre en empruntant la route Beyrouth-Damas une fois cette route dégagée par l'armée israélienne. Ce retrait israélien est nécessaire à la sécurité de l'évacuation. L'armée libanaise agira en coordination avec l'OLP pour assurer cette sécurité.
10. Le retrait devra être achevé dans quinze jours et se fera en plein jour. Les combattants palestiniens ne prendront avec eux que leurs armes légères, pistolets et fusils.
11. L'armement lourd sera rendu à l'armée libanaise.
12. La direction de l'OLP quittera le Liban de manière ostensible et l'annoncera de façon claire.
13. Le pilote israélien détenu par l'OLP sera rendu avant le début de l'évacuation.
14. Les unités de l'Armée de Libération de la Palestine (ALP) quitteront le Liban par voie terrestre vers la Syrie, alors que les soldats syriens de la Force arabe de dissuasion se trouvant encore à Beyrouth-Ouest rejoindront les troupes syriennes stationnées dans la Bekaa et le Nord-Liban.

ANNEXE IX

**DISCOURS D'EDOUARD CHEVARDNADZE AU CAIRE:
«UNE CHANCE POUR UN COMPROMIS HISTORIQUE»**

Discours prononcé par M. Edouard Chévardnadzé, membre du bureau politique du Parti Communiste d'Union Soviétique, ministre des Affaires Étrangères de l'URSS, le 23 février 1989, au Caire/Égypte (Extraits)

(...) nous aimerions vous exposer la vision qu'ont les dirigeants soviétiques des cadres généraux dans lesquels s'inscrit le conflit au Moyen-Orient et des voies qui conduiront à sa résolution.

(...) La solution de base a déjà été trouvée il y a fort longtemps, en 1947, dans la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU, qui a adopté le plan de partage de la Palestine. La tâche qui nous incombe, de par les réalités d'aujourd'hui, est de s'assurer que le peuple palestinien puisse exercer son droit à l'autodétermination, que les terres prises aux Arabes leur soient restituées et que l'Etat d'Israël se voie garantir le droit à l'existence en sécurité à l'intérieur de frontières reconnues.

(...) Dissons-le franchement, certaines personnes considèrent encore que les grandes puissances ne se sentent pas réellement préoccupées par l'absence d'un règlement au Moyen-Orient. Car, après tout, on dit qu'elles tirent des bénéfices non négligeables des livraisons d'armes à la région, sans se faire trop de soucis pour ce qui peut bien arriver.

Je voudrais dire que, pour mon pays tout au moins, cela n'est pas vrai. Les bouleversements qui touchent le Moyen-Orient nous ont toujours affectés grandement. Le peuple soviétique est particulièrement sensible à tout ce qui se passe ici par la tension qui règne dans cette région nous coûte cher à tout point de vue, y compris sur le plan matériel.

(...) On peut actuellement espérer une transformation radicale du climat international.

(...) Mais le processus historique du désarmement pourrait s'arrêter à cause de l'immobilisme au Moyen-Orient.

Certes, il se produit bien un mouvement, mais il va dans un sens totalement opposé, celui d'une accélération de la course aux armements à une échelle qui transcende les limites de la région.

Tels sont les faits. La région s'est hissée à la troisième place au monde, après l'OTAN et l'Organisation du Pacte de Varsovie, pour l'importance des dépenses militaires directes, qui ont atteint en 1987 la somme de 59 milliards de dollars. Mais tandis que, dans ces deux grands blocs politico-militaires, il y a une prise de conscience grandissante des dangers de surarmement, au Moyen-Orient domine encore cette conception fallacieuse, aujourd'hui rejetée par le monde tout entier, selon laquelle davantage d'armes signifie davantage de sécurité.

Le potentiel militaire qui a été développé au Moyen-Orient excède de loin le poids réel de cette région dans le monde, en termes économiques et démographiques.

(...) 61 % des exportations mondiales d'armes aboutissent dans la région. Les résultats? Ils sont effrayants. La guerre entre l'Irak et l'Iran seule a provoqué des pertes irréparables en vies humaines, estimées à un million de personnes, et a englouti 500 milliards de dollars, soit l'équivalent de la moitié du montant de la dette extérieure des pays en voie de développement. Et ce n'est pas tout. Les armes que les Américains et nous-mêmes sommes en train d'éliminer totalement, comme les missiles intermédiaires, font maintenant leur apparition au Moyen-Orient. Après leur installation dans cette région, ces missiles constitueront une menace tant pour l'Union Soviétique que pour l'Europe et les intérêts américains.

C'est précisément parce que le Moyen-Orient devient un obstacle important à la poursuite du processus de désarmement dans lequel la plupart des nations du monde

placent leur espoir d'un avenir meilleur, c'est précisément parce qu'il devient une menace pour ces espoirs qu'il est nécessaire d'internationaliser la recherche d'un règlement du conflit au Moyen-Orient.

(...) Selon nous, il doit y avoir un processus parallèle pour simultanément freiner la course aux armements et s'orienter vers un règlement pacifique qui élimine les causes du conflit.

(...) Mais que peut-on dire au sujet du Moyen-Orient?

Malgré l'évolution significative de la situation, nous sommes bien obligés de noter que, jusqu'à maintenant, une seule des parties en présence, les Palestiniens, a pris des initiatives constructives. Cela ne suffit certainement pas, et il est nécessaire que les Israéliens adoptent à leur tour des initiatives.

Le Moyen-Orient doit-il se singulariser et reste à la traîne du mouvement dominant de la politique internationale?

(...) Pendant le processus de règlement d'un conflit, on s'occupe spécifiquement de la question de l'équilibre des intérêts en présence.

(...) En réalité, seul Israël s'oppose à cette idée (de Conférence Internationale, NDLR), ce qui pousse à doute de sa sincérité lorsqu'il affirme vouloir vivre en paix avec ses voisins.

(...) au Moyen-Orient, il n'y a pas qu'Israël qui se sente concerné par les problèmes de sécurité, ses voisins le sont également. Il est donc clair que l'ensemble des parties à un règlement au Moyen-Orient, y compris les Palestiniens, désirent obtenir des garanties solides les prémunissant contre toute agression.

(...) Les futurs garants pourraient certainement assumer des obligations prévoyant de prendre des mesures spécifiques si les futurs accords risquaient d'être violés.

(...) Je parle de ces éléments d'un règlement éventuel du conflit israélo-arabe afin de montrer qu'il y a moyen de trouver un équilibre des intérêts entre les parties en conflit, de sorte à satisfaire leurs revendications légitimes.

(...) Aujourd'hui, après que l'Organisation de Libération de la Palestine a proclamé son État, reconnu les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et condamné le terrorisme, il ne reste plus à l'Israël ne serait-ce que l'ombre d'une excuse pour continuer de refuser un dialogue avec une organisation reconnue par la communauté internationale comme étant le seul représentant légitime du peuple palestinien.

(...) Le conflit au Moyen-Orient est unique par l'extraordinaire complexité de son histoire, par le nombre de parties qui y sont impliquées, par la diversité de ses aspects politiques et par l'importance de sa dimension psychologique. La nature même de ce conflit suppose qu'il lui soit apporté une solution globale, reposant sur un dialogue multilatéral et des négociations conduites simultanément à plusieurs niveaux.

(...) Les réponses ne s'imposent pas d'elles-mêmes immédiatement. Il faut en discuter pour parvenir à des compromis. C'est aujourd'hui la tâche majeure.

(...) Il n'y a pas aujourd'hui de tâche plus importante que celle qui consiste à entreprendre des préparatifs spécifiques en vue de la convocation de la conférence internationale. Nous considérons que ce travail doit prendre la forme d'arrangements flexibles et multidimensionnels, mais qui auraient aussi un caractère autorisé.

C'est pourquoi nous proposons qu'il s'effectue au travers des discussions informelles dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU et du dialogue informel entre les cinq États membres permanents, ainsi qu'au travers de contacts bilatéraux et multilatéraux entre les diverses parties au règlement, qu'ils aient lieu directement ou par le biais d'intermédiaires. C'est par ce moyen qu'on parviendra à une conception acceptable pour tous des principaux paramètres de la conférence sur le Moyen-Orient.

(...) Mais en même temps, il faut se souvenir qu'à ce stade, la tâche qui s'impose est de concevoir un instrument pour le règlement au Moyen-Orient et non de dégager ses paramètres. Cependant, même à ce stade, il faut régler certaines questions fondamentales. Cela comprend, à nos yeux, la question des bases politiques et juridiques de la conférence internationale et la participation palestinienne.

(...) La conférence internationale constitue précisément un tel médiateur collégial.

Mais c'est aussi plus qu'un médiateur. Constituant une sorte de filet de sécurité protégeant les négociations de l'échec, elle permettra le règlement de beaucoup de questions régionales.

(...) Nous avons eu un échange préliminaire d'opinions avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité. D'après ce que nous avons compris, tous sont en principe disposés à aider à la tenue d'une conférence internationale, à contribuer à sa préparation et à susciter les conditions de sa réussite.

(...) Tout le monde aura remarqué sans nul doute des évolutions récentes dans les activités du Conseil de sécurité. Aujourd'hui, il fonctionne incontestablement comme une équipe unie, avec une volonté plus grande d'aboutir à un accord.

(...) Il est ainsi très normal que personne n'envisage aujourd'hui un règlement israélo-arabe autrement que sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU.

(...) Nous voudrions que le gouvernement israélien sache qu'une fois qu'il aura opté pour la conférence internationale et accepté d'entamer un dialogue avec l'Organisation de Libération de la Palestine, nos deux pays pourraient franchir un nouveau pas vers le rétablissement de relations diplomatiques pleines. Le début de la conférence pourrait servir de point de départ à la reprise de ces relations. Tout en appelant les autres au dialogue, nous avons l'intention, pour notre part, de développer le dialogue le plus large et le plus constructif possible avec tous les pays. L'Union Soviétique désire encourager par tous les moyens toute mesure positive visant à surmonter les dissensions inter-arabes et à unifier les pays arabes de manière à ce qu'ils puissent engager un dialogue constructif sur le règlement au Moyen-Orient. Nous soutenons tout particulièrement l'idée d'une rencontre au plus haut niveau entre les représentants de la Syrie, de l'Égypte, de la Jordanie, de l'Organisation de Libération de la Palestine et du Liban pour accélérer la réunion d'une conférence internationale.

Nous accueillons favorablement le développement des contacts des pays du Moyen-Orient avec la Communauté Européenne ainsi qu'avec les États-Unis d'Amérique. Dans ce domaine, l'Union Soviétique est favorable à la disparition de toute concurrence entre les grandes puissances. Il faut abandonner la politique consistant à s'exclure mutuellement les unes des autres de la région, pour promouvoir une coopération productive au bénéfice de la paix et de la tranquillité au Moyen-Orient.

La nouvelle pensée politique qui guide notre politique étrangère est fondée sur l'idée de la coopération entre les États pour l'affirmation des valeurs universelles de l'humanité. Ces valeurs s'articulent autour de l'idée de l'égalité entre les hommes, les nations et les États et de la liberté de choix des individus et de toutes les nations.

(...) L'histoire du Moyen-Orient a connu de nombreux plans et projets de règlement pacifique. Jusque-là, aucun n'a réussi. Aujourd'hui, nous pouvons entendre dire que nous sommes venus porteurs d'un nouveau projet soviétique de règlement pour le Moyen-Orient. Disons les choses différemment: nous sommes venus ici animés par le désir d'élaborer un projet, de l'élaborer avec tous les pays de la région et tous les États concernés.

(...) La paix au Moyen-Orient est un sujet d'importance prioritaire pour nous.

(...) Les temps nouveaux exigent d'atteindre un palier nouveau, non seulement dans nos rapports bilatéraux. Nous voudrions coopérer avec l'Égypte en vue de déplacer les relations internationales de la sphère de la confrontation à la voie du dialogue et de la coopération. Dans le monde contemporain, l'Égypte est un pays important et influent qui apporte une contribution substantielle à la recherche de solutions aux problèmes mondiaux que sont le désarmement, le développement, la protection de l'environnement et l'humanisation et la démocratisation des relations entre les nations.

ANNEXE X

L'ACCORD DE TAEF: L'ABOUTISSEMENT ET LES CONSEQUENCES**A) *Le contenu***

Le «document d'entente nationale» baptisé «accord de Taef», qui avait permis l'élection du président René Moawad le 5 novembre 1989, avait été adopté par les députés libanais (élu en 1972!) à la quasi-unanimité le 22 octobre, dans la ville de Taef, en Arabie Saoudite. Le Liban était alors sans président depuis septembre 1988.

Le volet politique de l'Accord met fin à quarante-six ans d'hégémonie des chrétiens maronites qui devront désormais partager plus équitablement le pouvoir exécutif avec les sunnites et les chi'ites, les deux communautés musulmanes les plus nombreuses au Liban.

Ce document vise à remplacer le Pacte National qui régit la vie politique depuis l'indépendance du Liban en 1943. Le système communautaire n'est pas mis en cause. Ainsi le chef de l'Etat demeure un maronite, le premier ministre un sunnite et le président du Parlement un chi'ite.

Le texte prévoit le partage à égalité entre chrétiens et musulmans des sièges de députés – dont le nombre passe de 99 à 108 – alors que la répartition était auparavant de 54 sièges pour les premiers et 45 pour les seconds.

Le Président de la République voit son pouvoir réduit, tandis que l'autorité du Premier ministre, désormais «responsable de l'exécution de la politique générale de l'Etat», est renforcée.

L'«accord de Taef» prévoit par ailleurs un «redéploiement» dans l'est du Liban des troupes syriennes – estimées à 35.000 soldats – dans un délai de deux ans après le vote de réformes constitutionnelles.

Enfin, cet accord exige le retrait total des troupes israéliennes en application de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU.

B) *L'aboutissement*

Cet accord représente un consensus régional et international: rarement un accord a obtenu autant de soutien politique et diplomatique. Au niveau régional, seulement l'Irak s'y est plus ou moins opposé.

En fait, c'est sur le plan interne que le soutien à l'accord fait défaut: M.W. Joumblat (Druze) et N. Berri (Chi'ite) l'ont accepté «à la demande de Damas» qui y trouve son compte. Le général M. Aoun s'y oppose, justement, parce qu'on ne prévoit pas un calendrier de retrait de toutes les forces étrangères du Liban (syriennes, israéliennes, iraniennes...) et le rétablissement de la souveraineté de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire internationalement reconnu.

Cet accord, en légalisant l'occupation syrienne d'une bonne partie du Liban, permet à l'Israel de camper indéfiniment dans le sud du pays dans la zone dite «de sécurité».

C) *Conséquences*

Au plus, l'accord de Taef aboutira à un cessez-le-feu de longue durée en attendant le règlement du conflit israélo-arabe. Cependant, l'élection du pro-syrien Elias Héraqui comme président de la République Libanaise n'est pas de bonne augure pour le paix au Liban.

BIBLIOGRAPHIE

Histoire

- Touma Toufié, *Paysans et institutions féodales chez les Druzes et les Maronites du Liban du XVIIIème siècle à 1914*, Beyrouth, Editions de l'Université Libanaise 1971.
- Beydoun Ahmad, *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, Beyrouth 1984.
- Chevalier Dominique, *La Société du Mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Geuther 1971.
- Gouland Jacques, *Le mouvement syndical au Liban 1919-1946*.

Institutions

- Rabbath Edmond, *La formation historique du Liban politique et constitutionnel*, Editions de l'Université Libanaise, 1982.
- Redondo Pierre, *Les institutions politiques au Liban*, Paris, Ed. Maisonneuve, 1947.
- Messara Antoine, *Le modèle politique libanais et sa survie*, Beyrouth, Editions de l'Université Libanaise, 1983.

Economie et Société

- Nasr Sélim et Dubar Claude, *Les classes sociales au Liban*, Paris, Fondation Nationale de science politique 1976; *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machrek*, Sinbad 1985; *Le commerce au Levant*, Hebdomadaire économique de Beyrouth.
- Aspects régionaux et internationaux.
- Rodinson Maxime, *Les Arabes*, Paris, PUF 1979.
- Gresh Alain et Vidal Dominique, *Proche Orient, une guerre de cent ans*, Paris, Messidor, 1984.
- Corm Georges, *Le Proche Orient éclaté*, Paris, La Découverte, 1983.
- Pakradouni Karim, *La paix manquée*, Beyrouth, FMA, 1984.
- Jabre Antoine, *La guerre du Liban*, Paris, Belfond, 1980.
- La Revue des Etudes Palestiniennes (depuis 1981).
- Les Cahiers de l'Orient (depuis 1986).

Etudes Politiques

- Bourgi Albert et Weiss Pierre, *Les complots libanais*, Paris, Berger Levrault 1978; *Liban, la cinquième guerre du Proche Orient*, Paris, Publisud, 1983.
- Chamussy René, *Chronique d'une guerre. Liban 1975-77*, Paris, Desclées 1978.
- Owen Roger, *Essays on the Crisis in Lebanon*, Londres, Ithaca 1976.
- Corm Georges, *Géopolitique du conflit libanais*, Paris, La Découverte 1986; *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation*, Paris, La Découverte 1989.